

rouge

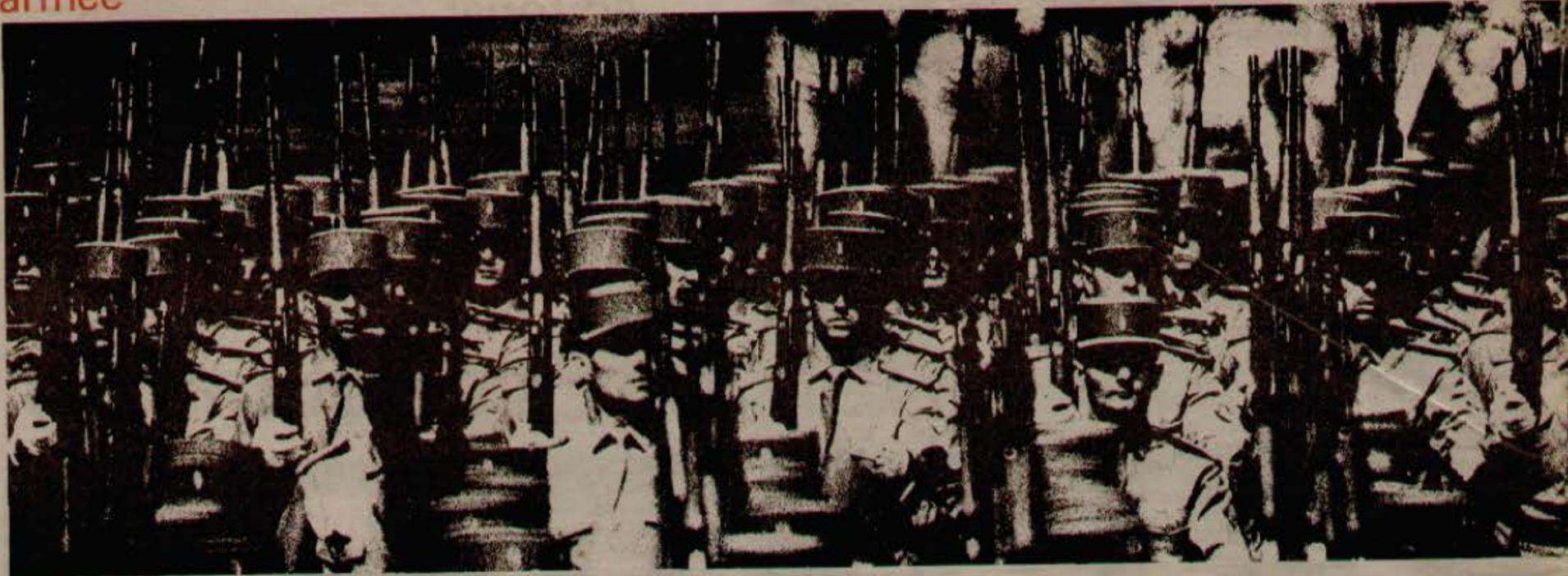
DOSSIER
PORTUGAL

hebdomadaire d'action communiste

LIBEREZ

FOURNEL, PELLETIER ET LEURS CAMARADES!





Draguignan

UN MAL QUI REPAND LA

dans la classe dominante, parmi ses idéologues, ses génér

« Inquiétant ! » titre l'Aurore, baromètre de vieille droite. Et de poursuivre :

« Il serait certes abusif de transformer l'étonnant cortège des soldats de Draguignan en drame.

Pas plus qu'il ne saurait être décidément question de faire de cette escapade gouvernementale à Lyon, un évènement.

Quant à savoir laquelle de ces 2 « manifestations » est plus importante que l'autre, il me semble à lère vue difficile, sinon léger d'accorder autant d'intérêt à quelques ministres trinquant gaiement au beaujolais qu'à 200 militaires quittant brusquement leur caserne pour défilier, poing levé, dans les rues d'une ville... »

Un propos irrévérencieux qui donne bien la mesure de l'impact de cette action magnifique sur une classe qui commence vraiment à désespérer de « son » armée.

Début de panique et vive irritation contre un gouvernement suffisamment frivole pour s'imaginer que le grossier piège à cons de la « réforme Soufflet » allait suffire à renverser la vapeur dans les casernes. Comme si, s'exclame la presse bourgeoise unanime, la crise n'était pas suffisamment profonde et alarmante pour qu'il y ait urgence à prendre le taureau par les cornes et « réformer » vraiment cette armée moyennageuse.

Et de relancer vigoureusement le débat sur l'armée de métier entamé lors du mouvement sur la loi Debré. Giscard ferait bien de prendre de la graine. Il y a mille fois plus de bon sens bourgeois du côté des éditorialistes de la presse de droite que dans les bureaux du ministère des Armées...

MIEUX QU'UN COMLOT

Ce n'est pas nous, ce sont les spécialistes de l'Aurore, du Figaro, du Monde qui le disent : la thèse du « complot », de l'agitation artificiellement créée par une poignée de « meneurs » à Draguignan sur laquelle Soufflet s'est rabattu en désespoir d'imagination est un misérable échappatoire. Comme si Draguignan n'était pas le débouché naturel et admirable de plusieurs mois de luttes intenses du contingent, de la montée d'une conscience et d'une combativité nouvelles, mises en évidence par la multiplication des comités de soldats et le succès de l'appel des Cent.

Que M. Soufflet et sa suite étoilée se mettent bien cela dans la tête : quand bien même la fable grotesque selon laquelle quelques dizaines d'agitateurs trotskystes s'acharneraient à noyauter le contingent, 9 agitateurs professionnels auraient juré de semer la zizanie au 19^e R.A., serait vraie, le fait que cette action machiavélique débouche sur l'éclosion de dizaines et de dizaines de comités de soldats, la signature de l'appel des Cent par plus de 3000 soldats, une manifestation regroupant la moitié des effectifs du 19^e R.A. suffiraient à mettre en pleine lumière qu'au royaume des armées, il y a quelque chose d'irremédiablement pourri. Laissez donc tomber, pendant qu'il est encore temps, votre métaphysique obtuse des meneurs, commencez à comprendre que pour un bouc émissaire que vous réprimez, ce font cent soldats combattifs qui se lèvent et des dizaines de

militants ouvriers qui se portent à sa défense, et regardez les choses en face.

EN MASSÉ ILS SE BATTENT POUR LEURS DROITS

Ouvrez les yeux. Le contingent n'est pas un ramassis de gamins inconséquents dont la passion est de se faire manipuler par un quartieron d'agitateurs gauchistes. Il est la chair vive de la jeunesse, qui, dans les usines, dans les lycées, les facs et les CET, n'a cessé de se porter au devant de la lutte ouvrière ; qui a appris à se battre et à gagner n'oublie jamais M. Soufflet la mobilisation contre la loi Debré. Les appelés n'ont pas attendu que vous leur fassiez l'aumône du droit de vote pour refuser en bloc un statut de collégien attardé et de citoyen de seconde zone. Ce que réclame le contingent, ce ne sont ni des sucettes, ni des risettes, ce qu'il veut ce sont ses droits. C'est pour cela qu'il se bat, pas pour faire plaisir à Krivine ou Marchais. Et pour commencer, l'ensemble des droits que la classe ouvrière a conquis par ses luttes : liberté d'expression, d'information, d'opinion ; liberté d'organisation, y compris d'organisation syndicale et d'appartenance politique ; liberté d'organiser son existence et d'en disposer comme il l'entend hors du cadre de l'apprentissage du maniement des armes.

Ces droits sont ceux dont sont censés jouir les citoyens français. Les soldats sont des citoyens, pas des mercenaires. Tant que ces droits ne leur seront pas reconnus, il n'y aura pas de cesse pour M. Soufflet et ses successeurs. Et les Draguignan

fleuriront comme pâquerettes après l'ondée.

La trouille des uns fait l'enthousiasme des autres. Dans les casernes de France (et de R.F.A.), Draguignan est devenu un symbole : comme l'avait été l'appel des Cent : « Ils ont osé ! ». Partout, même là où la discipline de fer, l'abrutissement et le « marche ou crève » parviennent encore à juguler la combativité des appelés, le contingent a senti qu'il s'était passé quelque chose. Il a senti qu'après l'appel des Cent, la reculade de Soufflet, il était possible, il fallait aller de l'avant : non pour obtenir encore un plein sac de promesses creuses, mais acculer le régime à l'abolition pure et simple de la dictature de la caserne. Le problème n'est pas que demain ou après-demain, éclatent deux, trois de nombreux draguignans. La combativité des appelés est suffisamment riche et inventive pour multiplier les formes de lutte, innover sans cesse et prendre au dépourvu les galonnés. Mais la manifestation des deux cents montre à l'évidence avec quelle rapidité le mouvement s'approfondit, gagne en audace et en audience. Le lendemain de la manif, un soldat du 22^e R.C.A. de Nice sortait des rangs aux couleurs et appelait ses camarades à protester contre la punition arbitraire d'un des leurs. Dans les jours qui suivirent la manifestation, de nombreux tracts circulèrent dans les casernes, notamment en R.F.A., saluant l'action des deux cents. Chaque jour, le mouvement dans les casernes devient plus homogène, plus conscient, mieux organisé grâce au développement des comités de soldats. Demain, le contingent remportera de grandes victoires après desquelles la première reculade de

COMMUNIQUES DE SYNDICATS CFDT

LA REPRESSION N'EST PAS LA REPONSE A DONNER AUX REVENDICATIONS DES APPELES

A Draguignan et à Nice, des sanctions viennent d'être prises contre des appelés qui tenaient à protester contre les conditions dans lesquelles se déroule le service militaire.

La CFDT rappelle que ce n'est pas ainsi que les problèmes évoqués par les soldats peuvent être réglés.

Elle ne peut tolérer que la seule réponse donnée par le pouvoir aux revendications des appelés soit la répression et tient à exprimer sa solidarité aux soldats qui s'y trouvent confrontés ainsi que sa volonté de voir aboutir les revendications avancées en ce domaine :

- durée du service militaire ramenée à 6 mois ;
- libre choix de la date de départ au service militaire ;
- libre choix de la date de départ au service militaire entre 18 et 25 ans ;
- affectation proche du domicile ;
- relèvement important du prêt et indexation sur le SMIC ;

— libertés démocratiques d'opinion, d'information, d'expression, de réunions et d'associations garanties et suppression des sanctions frappant les soldats dans ce domaine ;

- véritable droit aux permissions ;
- suppression de toutes les brimades ;
- dissolution de la juridiction militaire ;
- véritable droit à l'objection de conscience.

Pour la CFDT, la situation actuelle n'est pas un hasard, elle n'est qu'un des symptômes du malaise actuel de l'armée.

Paris, le 16 septembre 74
LRBA VERNON

CFDT PTT
Syndicat des Services Postaux de Paris
66 rue J.J. Rousseau
75001 PARIS
Tél. : 231.65.50

MOTION DE SOLIDARITE AUX SOLDATS

Le Conseil Départemental du Syndicat des Services Postaux de Paris CFDT, réuni le 12 septembre 1974 :

— salue les soldats du 19^e RA de Draguignan qui, brisant les murs de la caserne pour manifester dans la rue leurs revendications, renouent ainsi avec les méthodes de lutte des travailleurs civils.

Le Conseil du Syndicat soutient cette initiative comme il a soutenu en son temps l'Appel des 100.

Il tient à rappeler que les revendications de l'Appel des 100, aujourd'hui 2500, recourent : celles qui ont été définies par le syndicat, principalement :

- libre choix de la date et du lieu d'incorporation ;
- liberté d'expression et d'organisation à l'armée ;
- la solde au niveau du SMIC ;
- dissolution des tribunaux militaires et de la Sécurité Militaire.

Le syndicat CFDT des Services Postaux de Paris appelle les travailleurs à la solidarité active si le gouvernement prenait la décision de sanctionner les soldats de Draguignan.

Il tient à redire qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour que satisfaction soit donnée aux soldats qui sont des travailleurs sous l'uniforme.

Paris le 12 septembre 74



la manifestation des appelés de Draguignan

NON AUX LICENCIEMENTS !

Titan-Coder, Annonay, la SNIAS, le France, Prodiog... Ici on ferme, là on licencie par charettes entières. Et partout les défenseurs du Capital défendent la même argumentation; telle fermeture serait inévitable vue la vétusté des installations, telle compression d'effectifs indispensable étant données les difficultés financières de l'entreprise... il paraît « naturel » que les travailleurs soient considérés comme de vulgaires marchandises, dont on peut se munir et se défaire.

Cette loi-là, ils ne l'acceptent plus. Les occupations d'usines où se posaient des problèmes d'emploi se sont multipliées depuis la rentrée; à chaque fois un énorme mouvement de solidarité s'est fait jour dans la branche ou la région.

« Non aux licenciements » est devenu le mot d'ordre central des luttes sur l'emploi à la rentrée. Il marque le refus de faire les frais des aléas du système capitaliste. Et ce refus prend de la force.

Il marque dans les faits une rupture avec toute une pratique antérieure, celle qui consistait pour les directions syndicales face à des menaces sur l'emploi, à réduire leur activité à un maquignonnage plus ou moins vil sur la liste des victimes et les conditions de leur départ. On l'a vu cent fois dans le Livre en particulier. Une rupture avec toute une tradition ouvrière: les sections CGT-CFDT de Prodiog expliquent dans un communiqué: « Nous ne dirons pas, comme nos grands-parents: dans le bâtiment, c'est comme ça, c'est la tradition ».

Une rupture aussi avec les barouds d'honneur: on n'avance pas pour créer les conditions d'un meilleur recul, après l'exemple de Lip, après Rateau, on se bat pour vaincre.

Et l'on choisit les moyens les plus efficaces pour faire céder le patronat et pour faire connaître largement la lutte. Quitte à faire quelques entorses à la légalité bourgeoise: les marins du France font stopper le navire en pleine rade et les autorités maritimes ratiocinent gravement pour conclure au bout du compte qu'« on ne peut pas dire qu'il s'agisse là, à proprement parler d'une mutinerie ».

A la SNIAS, les travailleurs bloquent pendant trois heures l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Pour ne pas être en reste, ceux de Titan-Coder de Villefranche sur Saône occupent quelques temps la mairie de la ville.

Le fait est si notable qu'à la radio matinale, un commentateur s'étonne et s'inquiète de voir dans une « démocratie » comme la notre la classe ouvrière être obligée de frapper du poing sur la table pour se faire entendre...

Les directions syndicales ne prennent pas ces luttes à rebrousse-poil; bien au contraire. Elles ont clairement posé le cadre de la rentrée en refusant d'avancer des perspectives centrales. Elles peuvent se permettre sans trop de risques de soutenir des luttes locales qui ne débouchent pas directement sur une confrontation avec l'appareil d'Etat.

Elles collent donc en souplesse à ces mouvements en cautionnant, voire en impulsant des formes de lutte parfois radicales. Mais elles le font au service d'une ligne politique bien précise: « la bataille pour le (la) France, selon un jeu de mot désormais classique est pour le PCF une occasion privilégiée de chercher le contact avec les gaullistes dans un hymne commun à la grandeur de la France menacée par le gouvernement Giscard, « l'Humanité » cite par exemple en bonne place les déclarations du docteur Georges, député UDR, qui déplore l'attitude de Chirac au sujet du France. Et « l'Huma » de commenter avec enthousiasme: « ce point de vue se rapproche sensiblement de ceux du comité de défense... ». Derrière la défense des travailleurs d'Annonay, il y a — dans le disque CGT de solidarité — la défense des petits commerçants et des PME qui pâtiraient d'une éventuelle fermeture.

Les choses sont donc claires. Les directions syndicales ont intérêt à affirmer un soutien massif à ces luttes. A condition qu'elles restent dans certaines limites, en gardant notamment une extrême circonspection dans le problème de leur extension.

A la tribune du Palais des sports, au meeting de rentrée de Georges Séguy, le délégué des Tanneries d'Annonay est invité. Il figure. Mais il ne parle pas.

Nous devons soutenir ces luttes. Pour le refus qu'elles expriment. Et pour le coup d'arrêt que représenterait leur victoire face aux menaces qui pèsent sur l'emploi dans de multiples secteurs.

Mais il ne s'agit pas d'un simple réflexe de solidarité; il s'agit aussi d'une bataille politique. C'est pourquoi elle doit être menée sur des mots d'ordre clairs. Pour nous « l'intérêt national » en système capitaliste sera toujours l'intérêt du capital. Nous ne défendons ni le ni la France en tant que tels! Au Havre, ce dont il s'agit, c'est de défendre 1000 travailleurs et non de faire du lyrisme de mauvais aloi sur la qualité des croisières et le renom qu'elles assurent au pays.

De même, les revendications que nous mettons en avant, ne sont pas choisies parce qu'elles sont « compatibles avec le bon fonctionnement de « notre » économie » (capitaliste), mais parce qu'elles sont susceptibles de mobiliser les masses.

Ce n'est pas en s'enroulant dans le tricolore que la classe ouvrière trouvera le chemin de son émancipation.

F.L.



A TERREUR

ux, ses politiciens.

Soufflet apparaîtra comme une dérobade insignifiante.

UNE RIPOSTE UNITAIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Draguignan, Nice, autant de promesses. Mais rien n'est gagné. Le mouvement ouvrier l'a compris qui a salué l'initiative des deux cents et s'est porté à la défense des premiers sanctionnés. A Draguignan même, le PCF a signé avec les organisations anti-militaristes et révolutionnaires, un communiqué soutenant l'initiative des soldats et l'appel des Cent. Cette riposte unitaire sans exclusive est la seule réponse que le mouvement ouvrier puisse opposer aux vellétés répressives de Soufflet. Que partout se développe un mouvement de soutien englobant l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier et Soufflet devra bientôt reculer.

Face à la tâche urgente de sortir les 9 prétendus meneurs de Draguignan et le soldat du 22^e B.C.A. de Nice des griffes de la Sécurité militaire, aucun sectarisme ne peut être admis.

De nombreuses sections syndicales ont déjà manifesté leur solidarité. Il faut faire davantage. Il faut que les organisations syndicales elles-mêmes prennent en charge le soutien actif des soldats réprimés et dressent le mur de la solidarité ouvrière autour d'eux. En se battant pour les 9, les organisations ouvrières ne se battent pas seulement pour contraindre l'autorité militaire à abandonner les poursuites. Elles

se battent pour que demain, l'ensemble du contingent puisse lutter au coude à coude avec elles; elles se battent pour l'objectif fondamental qui est le droit à l'organisation des soldats, et notamment à l'organisation syndicale. Dans l'entreprise, le travailleur doit pouvoir se défendre contre le patron. Dans la caserne, le travailleur sous l'uniforme retrouve le même adversaire sous un autre masque; là aussi, il doit pouvoir se défendre, faire respecter ses droits, en conquérir de nouveaux!

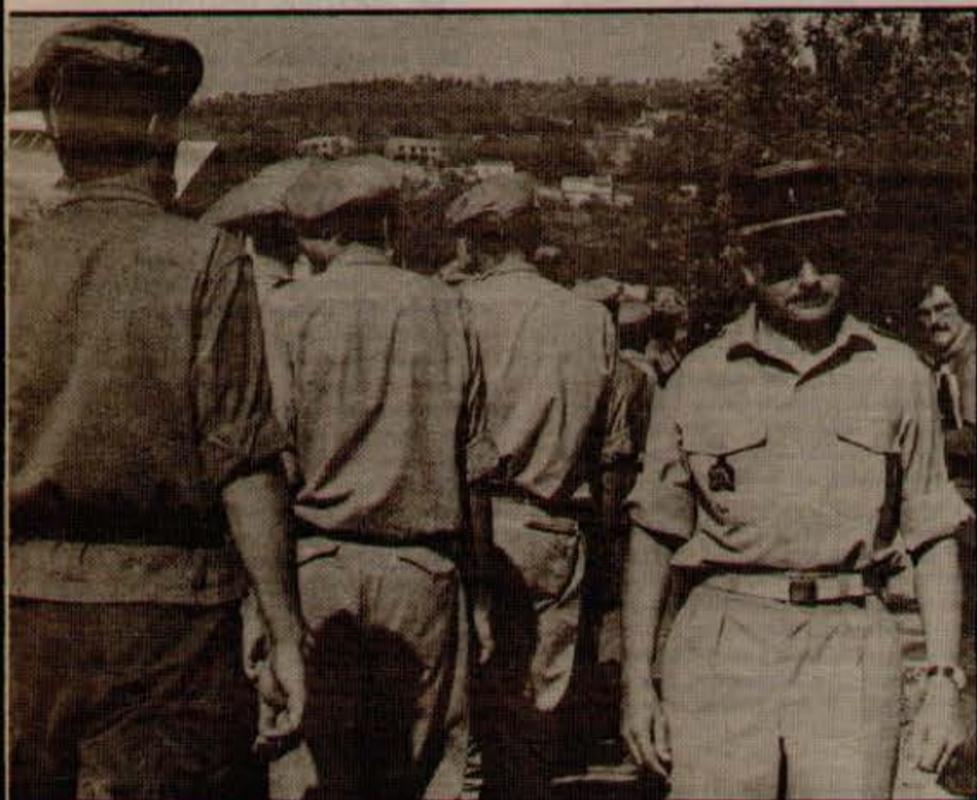
Les organisations anti-militaristes, notamment le C.D.A., ont un rôle essentiel à jouer dans l'impulsion de la campagne de soutien aux soldats réprimés. Partout, les C.D.A. seront à l'initiative de la riposte unitaire. Partout, ils se porteront à l'action en diffusant leur matériel et en organisant la solidarité active. Il faut que Soufflet apprenne à compter aussi avec le puissant arrière de la lutte des appelés que constituent la jeunesse, civile et les anti-militaristes civils.

Soufflet doit reculer! Tout pour ceux de Draguignan!

B.C.A.

DERNIERE MINUTE

Le chasseur Jean FOURNEL du 22^e B.C.A. de Nice est officiellement inculpé et passera donc devant le Tribunal permanent des Forces armées.



courant: un officier de l'encadrement

APPEL POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE A L'ARMEE

■ Après l'autorisation donnée par M. Soufflet, ministre de la Défense nationale, de circulation de la presse dans les casernes parmi les appelés et les engagés, il apparaît de façon flagrante que des « exceptions » ont été faites de manière discriminatoire et arbitraire. En vertu de quel critère, 10 journaux ont-ils été interdits ? Qui est juge de cette « liberté partielle » de la presse ? N'affectera-t-elle pas d'autres journaux demain ?

Nous nous élevons contre cet arbitraire ; il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures, ni de demi-mesures. C'est pourquoi, nous, sous-signés, demandons à ce que la liberté de la presse pour les soldats qui sont des citoyens à part entière et qui doivent en avoir les droits, ne se marchande pas : qu'elle soit totale ; que l'in-

terdiction de ces 10 journaux soit levée !

• • •
 Cette pétition est proposée par les journaux interdits :
 Lutte antimilitariste, Charlie-Hebdo, La Lettre des Objecteurs, Politique-Hebdo, Crosse en l'air, Hara-Kiri, Col Rouge, Soldat en lutte, Rouge, Libération.

Nous demandons à tous les journalistes attachés à la défense des libertés démocratiques de signer avec nous cette pétition et de la renvoyer à l'adresse suivante dans les plus brefs délais :

Politique-Hebdo (pétition pour les 10)
 14-16 rue des Petits-Hôtels
 75010 - Paris
 NOM PRENOM ADRESSE JOURNAL

COMMUNIQUE DE SOLDATS DE RFA EN LUTTE

■ Les soldats de RFA en lutte saluent le combat exemplaire des soldats du 19^e R.A. de Draguignan et les assurent de leur solidarité active dans la lutte pour la satisfaction de toutes les revendications du contingent.

En Allemagne aussi le combat s'étend :
 — A Offenbourg, Karlsruhe, Pforzheim, Rastatt, etc., les soldats ont constitué leur comité chargé de continuer à propager partout l'appel des Cent. A Fribourg au 53^e R.C.T. (Régiment de François Crutain) deux tracts appelant les soldats à organiser leur lutte sur la base de l'appel des Cent ont été distribués à la barbe des galonnés par des soldats combattifs.

— Au 32^e R.G. de Vieux-Brisach en pleine nuit, plus de 600 suppléments à Crosse en l'air complétés par le texte de l'appel des Cent sont répartis dans les couloirs et les chambrées. La veille, cinq

soldats auraient été mis aux arrêts pour avoir refusé un ordre. Il aurait déclaré au colonel qui les a sanctionnés : « Nous ne défendons pas d'intérêt particulier, à travers nous, c'est tout le contingent qui s'exprime ».

Ces quelques exemples montrent que l'ère de la résignation est terminée et que celle de la lutte contre l'embrigadement ne cesse de s'étendre, tandis que de semaine en semaine, l'appel des 100 reçoit des centaines de nouvelles adhésions.

Mais il faut aller plus loin et ce n'est que si les soldats en lutte reçoivent l'appui déterminé des travailleurs, étudiants et lycéens que la victoire sera possible. C'est le sens de l'appel que nous lançons aux organisations et partis ouvriers pour qu'ils renforcent leur solidarité avec leurs camarades qui sous l'uniforme restent des travailleurs, des étudiants, des lycéens.



COMMUNIQUE

■ A la caserne de La Fère, ça bouge ! 49 soldats ont signé « L'appel des Cent » devenu aujourd'hui « L'appel des 3500 », comme partout les soldats réclament :

- les droits démocratiques élémentaires (liberté totale de la presse, droit d'expression et de réunion),
- solde égale au SMIC
- libre choix du lieu et de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans
- abolition des brimades et des tribunaux militaires
- abolition de la sûreté militaire

De plus, les signataires ont créé un comité de soldats et ont diffusé un journal aux 600 soldats de la caserne : « Le boulet rouge ».

Vendredi dernier, un des signataires a été muté à VERNON dans l'Eure.

La répression commence à s'abattre. L'administration militaire veut réagir mais l'opération portes ouvertes de ce dimanche réfère les sanctions possibles.

Des militants anti-militaristes de Saint-Quentin et de Soissons ont réussi, pendant l'opération portes ouvertes, à diffuser des tracts de soutien aux 49, aux parents, amis, fiancées des appelés afin de dévoiler la répression qui risque de s'abattre et que l'administration

militaire veut camoufler.

Au sortir de cette diffusion, deux militantes anti-militaristes ont été interpellées par la police prévenue par la Sécurité militaire.

Comme à Draguignan, le soutien le plus large s'organise et doit s'organiser sur deux fronts :

1) Pour la défense des signataires de l'appel des cent.

2) Pour la défense des deux militantes anti-militaristes.

Quant à lui, le Front Communiste Révolutionnaire salue les courageux soldats qui risquent une mutation comme cela a déjà été le cas pour un, ou des arrêts de rigueur (jusqu'à 80 jours) comme beaucoup de signataires de l'appel des 3500 en ont été victimes.

Le Front Communiste Révolutionnaire salue également l'action courageuse des militants anti-militaristes de Soissons et de St Quentin.

Aujourd'hui l'heure est au soutien le plus large face à la répression qui s'abat dans et à l'extérieur des casernes.

Les soldats de La Fère, comme ceux de Draguignan ont ouvert une nouvelle brèche, ils tendent le doigt vers l'avenir.

L'ensemble du mouvement ouvrier doit se considérer mobilisé à leurs côtés.
 Correspondant

A DRAGUIGNAN REPONDENT DU 19

● Draguignan, au pied du plateau de Canjuers, plus grand camp militaire d'Europe. C'est une ville de garnisons, ici, des administrations au café du coin, en passant par le grignotage incessant des terres du Haut-Var, tout est marqué par l'omniprésence de l'armée. A Draguignan, on est habitué depuis toujours aux parades militaires, aux défilés traditionnels de l'armée.

Mais, mardi 10 septembre, vers 13 heures, ce fut un tout autre cortège qui envahit l'avenue principale. Les soldats du 19^e R.A. n'étaient pas en uniforme soigné, mais en treillis ; leur marche n'était pas rythmée par une musique militaire, mais par les mots d'ordre exprimant leurs revendications ; ils n'avançaient pas en rangs serrés, ni au pas cadencé, ils manifestaient.

L'effet de surprise passé, vinrent les premières réactions. On s'attroupe autour de la Préfecture devant laquelle se sont assis les soldats. Les commentaires fusent, dans l'ensemble ils sont favorables à leur action. On reconnaît qu'ils ont raison, que ce n'est pas normal qu'on les traite de la sorte et puis que manifester est bien le seul moyen pour eux de se faire entendre. Certains vont jusqu'à discuter avec des soldats qui leur expliquent leur lutte.

Bien sûr, il y a quelques réactions d'hostilité, mais elles sont loin d'être dominantes.

La nouvelle se répand dans toute la

ville comme une trainée de poudre. Tout le monde à Draguignan parlera ce jour-là de l'action des soldats.

LE SOUTIEN UNITAIRE

Dès le lendemain, le soutien commence. Il sera à la mesure de l'évènement. Mercredi soir à 18 H, une dizaine d'organisations dont le PS, le PCF, le PSU, FO, CFDT, FCR, Révo, CAM, se retrouvent pour envisager une action commune. L'avis de toutes ces organisations est unanime : « La manifestation est un évènement historique, d'un niveau d'organisation sans précédent, il faut faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les soutenir ». L'unité se réalise sur ce point, sans aucune difficulté, c'est un autre évènement. Un communiqué commun est remis à la presse, les organisations signataires y soutiennent toutes les revendications des soldats et s'engagent à défendre ensemble les soldats contre toute sanction. Il sera largement diffusé sous forme de tracts le lendemain sur toute la ville, sur le marché, dans les rues, dans les cités. Pendant trois jours, Draguignan vit à l'heure de la lutte des soldats, la presse y donne une large place, des tracts et des affiches de nombreuses organisations expliquent, popularisent, appellent à soutenir les revendications des soldats du 19^e R.A.

BIGEARD N'A PAS PERDU LA POIGNE

■ Michel ALOISIO, appelé au camp militaire de Souje (Pau) vient d'écopier de trente jours d'arrêts de rigueur. Avec 5 de ses camarades, il avait signé l'appel des Cent. Il faut croire que Bigeard, grand « héros » de la bataille d'Alger, ne lit pas ce que raconte son ministre Soufflet qui déclarait, il n'y a pas si longtemps qu'il ne serait pas « hostile » à un arrêt des poursuites contre les signataires de l'appel.

Avant de partir au service, Michel était à Paris, délégué du personnel CFDT de l'imprimerie Globus. La CFDT de Bordeaux et celle de son entreprise ont entamé une vaste campagne de solidarité.

COMMUNIQUE

Cité scolaire Edouard Vaillant
 Rue P.V. Couturier
 Gennevilliers 92
 Le 17 septembre 1974

■ Les sections syndicales CFDT, CGT, SNES, de la Cité scolaire E. Vaillant de Gennevilliers affirment leur pleine et entière solidarité avec les 200 courageux soldats français et antillais de Draguignan, pour la défense de leurs revendications, contre les brimades et le racisme régnant dans les casernes.

Elles s'élèvent vigoureusement contre la mise aux arrêts de 9 de ces soldats, dont le brigadier Robert Pelleier, membre du personnel de l'établissement et militant syndical CFDT et s'opposent à toute menace de sanction à leur encontre.

En ce sens, d'ores et déjà, elles lancent une pétition de soutien sur l'établissement.

NOUVELLES SIGNATURES

LMT MONTHERY
Lepape Yves, Ferrazini, Monty Claude, Moro, Moreau, Vezinet, Violette.

30^e GC
Richard Louis, Lamoureux Jacques, Varenne Patrice, Besnard J-Luc, Calud Jean, Villemagne Christian, Delaye Claude, Bossa Michel, Giloin J-Marie, Boucheron Hugues, Toussaint André, Raymond François, Trignon J-Marie, Flandrin Maurice, Bomon Michel, Raymond Alain, Conasse J-Pierre, Blachère Michel, Leboy Dominique, Robert Patrice, Siamone Gaetan, Taffignon Jean-Marc.

HOPITAL D'INSTRUCTION DES ARMEES PERCY, CLAMART
Dunf-Varembon, Zylberg.

B.A. 943
Benny Marc.

D.T. NEUBOURG
Touffait Daniel.

4^e REGIMENT D'INFANTERIE DE BERLIN
Fertier Raphaël, Locher Sourdéval, Philippot Freyrie, Bo'chy, Estrin Brano, Leborgne.

11^e RC BERLIN
Mary Bernard, Desjardins Michel, Maris Philippe, Dau riche Daniel, Quirveux J-Luc, Prêtre, Démodin Patrick, Ricard Lambert, Sauvage Grigore, Kienert, Dumort, Bosse, Cervo.

DET. 10^e REGIMENT DU GENIE BERLIN
Duchene Claude, Soro René, Vanes Christian.

11^e RC BERLIN
Bbrudin Michel, Michel J-Marie, Maille, Alain, Liseux J-Paul, Serre, Cavalon Marin, Dauvent, Perrel, Génies, Damas, Rousselin, Baudou, Bedard, Arnold, Danis, Chereau, Segneur, Brere, Ravys.

5^e Régiment de Hussards
Stationné à STETTEN
Lassier Philippe, Laballe Claude, Brasseur François, Macron Philippe, Gde Frédéric, De Saints Bruno, Quessieux Xavier, Dauchez Yann, Bertrand Jean-François, Etard Sylvain, Jean-Jacques Michel, Legros Christian, Doublet Océane, Villan Laurent, Barthe Alain, Jacquot Christian, Bois Guy, Dubut Jean-Michel, Le Bras Yves, Chrastka Pierre.

Ministère de la marine
Métrot Liger Roger.

30^e R.I.T. LAVAL
Belanger Alexis, Myardola Bruno, Leroux Henri, Chabreau, Fournier, Sarrazin Henri, Roca Jean, Bony Gérard, Gardin Daniel.

Le comité de soldats du 12^e R.C.H. de SEDAN nous écrit :

Nous avons lu avec surprise, dans votre numéro du 13 septembre N° 265 que vous n'avez publié que 12 signatures et au total du 12^e R.C.H. alors que nous sommes une quarantaine à l'avoir signé.

Nous le COMITE DE SOLDATS du 12^e R.C.H. avons décidé pour avoir toutes répressions individuelles de les faire publier collectivement et par ordre alphabétique et par l'intermédiaire du CDA qui aura du se charger de les faire transcrire à différents courriers dans le cadre pour les faire publier.

Nous vous prions dans dans votre prochaine publication de bien vouloir publier la liste complète et par ordre alphabétique.

Nous profitons de l'occasion pour assurer nos camarades de Draguignan et dans de Lyon et tous les soldats qui subissent la répression dans les casernes de nous soutenir le plus actif.

Réponse : les signatures manquantes, et nous nous en excusons.

LRBA VERNON « APPEL DES CENT »

Les syndicats CFDT et CGT du LRBA se déclarent solidaires de l'action engagée par les soldats car, s'il s'agit en fait

Les syndicats CFDT et CGT du LRBA se déclarent solidaires de l'action engagée par les soldats car il s'agit en fait de revendications de travailleurs sous l'uniforme. Ils s'élèvent contre l'actuelle répression qui sévit dans les casernes. Ils exigent la libération de tous les emprisonnés et la levée immédiate des sanctions de toutes sortes prises à l'encontre des signataires du « Manifeste des 100 » qui s'insurgent contre la condition faite aux militaires ainsi que de l'utilisation actuelle de l'armée.

Les revendications mises en avant par les soldats rejoignent celles déjà exprimées par la CGT et la CFDT.

- liberté totale d'information, d'organisation et d'expression pour les soldats du contingent ;
- libre choix du lieu et de la date d'in-

corporation entre 18 et 25 ans ;

— réduction du service militaire à 6 mois ou juste au temps de l'apprentissage des armes ;

— solde égale au SMIC ;

— gratuité du transport ;

— obtention du droit de permission hebdomadaire ;

— dissolution des tribunaux militaires et de la S.M. (véritable police anti-ouvrière) ;

— véritable droit à l'objection de conscience.

Les syndicats CGT et CFDT du LRBA

mettront tout en œuvre pour informer les

travailleurs sur les problèmes de l'armée et

développer le soutien aux travailleurs ap-

pelés au service militaire et affirmer leur

solidarité avec l'action engagée sur ces ob-

jectifs.

Les syndicats CGT et CFDT

du LRBA

LES CIVILS A L'APPEL ME !

POUR LA LIBERATION DE PELLETIER, VIRE, TOURRUS, JULES, RODRIGUEZ, RAVET, LAUSSE ET LEURS DEUX CAMARADES

Vendredi, la nouvelle est connue, ils sont neuf incarcérés et interrogés à Canjuers, en même temps la S.M. interroge sans relâche les manifestants et signataires de l'appel des cent, elle exerce une surveillance permanente dans et hors de la caserne. Mais pourtant, la hiérarchie militaire a peur, aucune sanction collective (marches forcées, permissions supprimées) n'est prise. Au contraire, craignant une nouvelle explosion, les gradés sont aux petits soins pour les soldats, « entament le dialogue », font le dos rond. Une véritable « opération charme », selon les soldats, des gradés vont jusqu'à jouer aux cartes dans les chambrées. Malgré tout, beaucoup se disent prêts à continuer si des sanctions sont prises contre leurs 9 camarades.

Une nouvelle réunion unitaire se tient le soir même. Il en sort un nouveau communiqué exigeant la libération des 9 et appelant la population à manifester son soutien. Mais déjà le PS et le PC refusent d'aller plus loin. Expliquant que le soutien aux soldats doit se faire sur la base du programme commun et réussissant le tour de force d'expliquer, que pour la défense des soldats, la

division sera plus efficace que l'unité, ils écartent désormais toute possibilité d'action commune et refusent même une délégation unitaire à la caserne Chabran qu'il avait été prévu d'organiser. La presse locale du PC et du PS ne passeront d'ailleurs même pas le communiqué commun.

L'unité qui aurait pu mobiliser des centaines de Dracénois aux côtés des soldats du 19^e est rompue. D'autant plus que le PSU emboîte le pas au PC-PS de peur de se retrouver seul avec l'extrême-gauche.

Les autres organisations, dont notamment, le CDA, le CAM et la libre-pensée, estiment qu'une riposte à Draguignan même reste indispensable, décident de continuer seuls la mobilisation. Une pétition est mise en circulation et un meeting est organisé pour le mercredi 18/19 à 18 h 30 à la Bourse du Travail.

Au regard de ce qui aurait pu être fait, cette riposte sera insuffisante. Mais c'est un premier pas. D'autres actions suivront dans les semaines à venir. Déjà dans toute la région, à Marseille, à Aix, à Toulon, un travail de popularisation a été entrepris en vue d'un soutien régional le plus large possible. La bataille pour la libération des 9, dont le sort reste inconnu, de Draguignan, ne fait que commencer !

NOUS FERONS RECULER LA HIERARCHIE MILITAIRE !
Correspondant

LA MARSEILLAISE

1 franc PROVENCE
GRAND QUOTIDIEN REGIONAL DE LA DEMOCRATIE

Draguignan : 9 militaires aux arrêts

Après la manifestation des appelés, à Draguignan, le souci affiché par le Pouvoir de libéraliser la vie à la caserne s'était traduit de curieuse façon avec la petite phrase prononcée au Conseil des ministres de Lyon par M. Soufflet.

Aux revendications présentées le ministre de la Défense répondait par la menace :

« Il y aura, avait-il déclaré, des sanctions, car l'affaire est grave ».

C'est chose faite. M. le Ministre a été obéi ! Neuf militaires, dont des gradés, considérés comme des « meneurs », ont été mis aux arrêts et transférés au camp militaire de Canjuers, où ils ont été interrogés par les gendarmes de Draguignan et des membres de la Sécurité militaire de Marseille.

Déjà, à cette notion de « meneurs », la logique répond : il y a 180 signataires de tous gradés au dos du tract diffusé par les appelés lors de leur manifestation à Draguignan. Au-delà même des signataires tous les militaires interrogés à Draguignan déclarent :

« Nous sommes tous responsables ».

Par ailleurs, on a pu apprendre que sur l'ordre du lieutenant colonel Boyer, commandant par intérim du 19^e régiment d'artillerie de Draguignan, l'effectif total de la caserne de cette ville, soit six cents soldats, a été consigné mercredi à partir de 19 h. Les sorties en ville ont cependant repris normalement hier. Le plus un escadron de gendarmes mobiles est arrivé à Draguignan à la demande du préfet du Var.

Parallèlement, on assiste à une pitoyable tentative de dresser la population contre les

appelés contestataires. De passage, hier, à Nîmes, M. Soufflet n'a pas hésité à déclarer, en réponse à la question d'un journaliste évoquant la proposition faite par la CGT de porter le prêt des soldats du contingent à 200 francs par mois : « Si les Français sont prêts à payer plus d'impôts, le sera d'accord... ». Une telle mesquinerie dans la bouche d'un haut responsable était à relever.

Les démocrates eux, prennent résolument la défense des soldats.

A Draguignan, une réunion s'est tenue mercredi soir à la bourse du travail. Etaient présentes les associations suivantes : Parti Socialiste, Parti Communiste Français, P.S.U., Jeunesse Communiste, Libre Pensée, CFDT, FO, CAM, OCR, FCR, CIA.

Une motion a été adoptée, soulignant la solidarité avec les appelés ayant manifesté le 10 et le soutien de leurs revendications déjà exprimées dans « l'Appel des 100 ».

Les organisations se déclarent prêtes à se mobiliser et à défendre les appelés face à toutes les sanctions.

Cette motion a fait l'objet d'un tract actuellement distribué. Les contacts se poursuivent pour élargir le rassemblement constitué et étudier les formes d'action commune.

Par ailleurs, la fédération du Var du Mouvement de la Jeunesse Communiste, sous le titre « A l'armée aussi il faut que ça change ! », publie un communiqué apportant tout son soutien aux soldats du 19^e R.A. et les assurant « de la détermination de ses militants à mener la lutte à leurs côtés, avec la jeunesse varoise,

afin d'obtenir des mesures immédiates que la J.C. exige depuis longtemps : l'abaissement à six mois du service ; le prêt à 250 francs indexé sur le SMIC ; l'application réelle de l'élargissement du régime des permissions ; la suppression de la ségrégation que subissent les jeunes soldats antillais affectés au 19^e R.A. ; plus généralement, le statut démocratique du soldat ».

Le général d'armée aérienne, Jacques Mitterrand, inspecteur général de l'armée de l'air, chargé par le ministre de la Défense d'une mission d'information concernant les conditions d'exécution du service national, était hier à Aix à l'état-major de la 4^e Région aérienne où il a défini pour la presse l'objet de la mission qui lui a été confiée.

Déclarations décevantes pour le général Mitterrand, le malaise qui règne parmi les appelés et dont les dernières manifestations ont été celles de Draguignan et Nice, est le fait de « ceux qui veulent transformer les institutions » ou qui veulent « détruire les institutions militaires », destruction à laquelle concourent « certains qui ont à la bouche le mot d'indépendance nationale ».

Le général Mitterrand s'est contenté de résumer que les appelés soient financièrement à la charge de leurs parents. Il s'est par ailleurs déclaré pour le maintien de la conscription.

Pour le reste, il apparaît comme le soutien le mouvement de la Jeunesse Communiste, après l'annonce des mesures prises afin sont par le ministre Soufflet, que « l'action doit continuer car les revendications essentielles des jeunes restent sans réponse... ».

LA RENTREE HABY SOUS LE SIGNE DU CHOMAGE

La rentrée scolaire est chaque année l'occasion pour l'Etat-patron de rappeler aux auxiliaires de l'Education Nationale que leur emploi n'est que temporaire. C'est aussi l'occasion de régler leur compte aux militants. Chaque année en septembre, c'est la grande valse des M.A., des démarches interminables au Rectorat, l'incertitude du lendemain pour des milliers de jeunes enseignants non titulaires.

Mais en 74, le chômage des diplômés n'est plus une simple menace ou une situation temporaire.

Avec M. Haby, le changement se traduit par des licenciements massifs, une mise au chômage partiel ou total d'un nombre très important de maîtres auxiliaires. Ce qu'il y a de nouveau, c'est aussi le cynisme et la brutalité d'un ministre qui affirme que « son entreprise » n'a aucun engagement à l'égard de ce personnel flottant et sous-

payé, « embauché pour un an » ! La seule perspective offerte aux chômeurs de l'Education nationale par le ministre, c'est une allocation (dans quelles conditions ?) et la possibilité de se reconverter au cours d'un stage de FPA. M. Haby ne précise pas s'il s'agit d'orienter les M.A. vers Titan Coder ou vers les Tanneries d'Annonay...

Mais les M.A. au chômage, avec le comité de lutte des auxiliaires n'ont pas dit leur dernier mot. L'action des 7 instituteurs des Ardennes montre qu'il est possible de percer le mur du silence et des mensonges officiels.

DANS LE TECHNIQUE

Dans les CET où le nombre des auxiliaires était particulièrement élevé (12.000 M.A. sur 40.000 profs), plusieurs centaines d'entre eux, exerçant souvent depuis plusieurs années, restent sur le

carreau. La rationalisation, le démantèlement accéléré de « l'apprentissage public » et la privatisation conjuguent leurs efforts et pèsent lourd sur les conditions de travail et d'emploi des titulaires eux-mêmes.

Les directions syndicales du Technique qui ont depuis des années prêté une oreille complaisante aux « apaisements » des ministres successifs de l'Education Nationale (c'est le cas du SNETAA, affilié à la FEN) ou qui ont entretenu des illusions sur « l'anoblissement » ou la promotion du Technique, amorcée selon eux par les accords du 9 juillet 1969 (c'est le cas du SNETP, affilié à la CGT), doivent déchanter.

Les dirigeants cégétistes qui avaient préconisé un plan d'urgence dès la fin juin et ceux du SNETAA, qui avaient déposé un préavis de grève pour les 16 et 17 septembre, n'ont pourtant rien fait pour mobiliser concrètement les enseignants des CET.

Bien plus, le SNETAA, dont les dirigeants ont toujours préféré les « résultats sans grève » aux « grèves sans résultats », se sont empressés de retirer leur préavis de grève à la

première risette de M. Haby. Quant au SNETP qui a organisé le 13 des « délégations massives et puissantes » au Rectorat en accord avec le SGEN des CET, il a déployé beaucoup plus d'ardeur à dénoncer « la politique de division » du SNETAA qu'à organiser une riposte efficace aux licenciements.

Manifestement, les dirigeants cégétistes du Technique préfèrent attendre les journées d'action sagement programmées pour octobre, emboitant le pas aux frères ennemis de la FEN, du SNES et du SNI, miraculeusement d'accord pour préparer une « action » coïncidant avec la bataille du Collectif budgétaire au Parlement. Mais les auxiliaires au chômage n'ont que faire de leur calendrier !

Que les dirigeants très droitiers du SNETAA aient cherché à manœuvrer pour se présenter à peu de frais comme les meilleurs défenseurs du personnel n'est guère douteux. Leur manœuvre a fait long feu. Mais les enseignants du



Dernière heure : 100 titulaires et auxiliaires de l'Education nationale ont occupé, une annexe du rectorat de Paris, 4 rue Danton, ce mercredi 18. Leur action a pour but de faire connaître le problème de l'auxiliariat. Pour continuer la lutte, ils appellent tous les personnels de l'Education nationale à se mobiliser pour la titularisation de tous les auxiliaires.

Cette occupation a eu lieu à l'initiative du Comité de lutte contre l'auxiliariat de la Région parisienne et l'Ecole Emancipée - Paris.

Rouen

300 ENSEIGNANTS AU CHOMAGE UNE RENTREE NORMALE !

Le 30 août, dans Paris-Normandie, la nouvelle éclate apr un communiqué de presse du SNES : à la rentrée 74, 300 maîtres auxiliaires de l'académie ne retrouveront pas d'emploi.

Dans une région déjà durement frappée par les problèmes d'emploi (dans les Travaux publics, chez Francia, le France) il s'agit là du licenciement collectif le plus massif.

Cynisme et dissuasion : de même que la direction de Francia souhaite le départ volontaire d'une centaine des membres du personnel, de même en bon patron, le recteur cherche-t-il à dissuader les maîtres-auxiliaires. Une lettre du 30 août, envoyée à tous les

MA, les invite à ne pas se présenter au rectorat et à s'inscrire au chômage (sic). Quant aux nominations actuelles, elles se font dans de telles conditions (distance suppléance de quelques semaines, horaires) que nombreux sont ceux qui abandonnent. Enfin, la multiplication systématique des nominations sur postes incomplets de huit, dix ou douze heures. Le recteur tente de donner le change et de masquer l'ampleur du chômage.

Avant la rentrée, devant l'attente des directions syndicales, des enseignants ont participé à l'initiative de l'Ecole Emancipée, à deux rassemblements devant le rectorat. Dès les premières minutes, la réponse du recteur arrivait, de l'intérieur du rectorat,

sous forme d'un important contingent de flics en civil. Sous la pression, le recteur devait recevoir une délégation à qui il expliquait froidement qu'on ne peut « liquider l'auxiliariat sans liquider les auxiliaires ». Parallèlement une action de popularisation a été effectuée sous forme de distribution de tracts en ville et auprès du personnel du rectorat.

Le licenciement : l'affaire de tous. Avec la pré-rentree, le non réemploi des auxiliaires prend toute son acuité dans la mesure où il s'accompagne d'une aggravation généralisée des conditions de travail

D'ores et déjà, les contacts se nouent à la base entre sections syndicales ou intersyndicales d'établissement. La voie est ouverte pour préparer une grève reconductible de grande ampleur pour le réemploi des enseignants chômeurs. C'est en préparant et en coordonnant les initiatives des bahuts en lutte, à l'exemple de ce qui s'est passé l'an dernier à Paris, que la lutte sera efficace et au delà de la réintégration, pour la titularisation de tous les auxiliaires.

Correspondant

COMMUNIQUE DE LA TENDANCE REVOLUTIONNAIRE DES CET

Le 13.9.74

QU'EST-CE QU'ON ATTEND ?

Les enseignants des CET, les organisations syndicales, tout le monde est d'accord : la rentrée HABA est catastrophique.

Des milliers de MA sont mis au chômage dans l'Education nationale.

On attendait une riposte unitaire à la mesure de l'événement. Qu'est-ce qu'on nous propose ?

De sempiternelles délégations au Rectorat de Paris, des préavis de grève sans conviction, les HABITUELLES QUERELLES DE BOUTIQUE SYNDICALE.

Rien de concret, rien de sérieux pour garantir l'emploi et les conditions de travail. Les directions syndicales s'accusent mutuellement d'être responsables de l'inaction.

THESES ET RESOLUTIONS DU Xème CONGRES MONDIAL DE LA IVème INTERNATIONALE

- La situation politique internationale
- La construction des partis révolutionnaires dans l'Europe capitaliste
- La lutte armée en Amérique Latine (Argentine, Bolivie)
- Statuts de la IVème Internationale

N° 18 (septembre) :

- Rapports et documents de la conférence internationale ouvrière de la IVème Internationale
- L'inflation (Ernest Mandel)
- Les libertés syndicales
- L'expérience des luttes italiennes (Livio Maitan)
- Les travailleurs immigrés en Europe (Charles Udry)

Abonnements :

Jean-François GODCHAU
10 impasse Guéméné, 75004 PARIS
France : 12 numéros : 50 F
Etranger : 12 numéros : 55 F ouvert, 110 F fermé

N.B. : Les villes de province sont invitées à préciser par écrit au plus vite le nombre de revues qu'elles souhaitent recevoir en n'oubliant ni l'effort exceptionnel de diffusion indispensable, pour ce numéro spécial, ni... le règlement de leurs dettes et du présent numéro !

brohm, touvais
pellegrini, frank
quatrième internationale

le gaullisme, et après ? état fort et fascisation



fm / poche rouge

Le gaullisme était un régime "bonapartiste". Nature et limites du bonapartisme. L'Etat fort, successeur du parlementarisme classique, mène-t-il au fascisme ? La France connaît-elle un processus de "fascisation" ? Quelles sont les tendances de l'après-gaullisme ?

ernest
mandel

du fascisme

La théorie de Trotsky sur le fascisme montre les forces motrices qui, à l'époque de la crise structurelle du capitalisme, rendaient possible la conquête et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière. Elle est centrée sur le caractère fonctionnel de l'« autonomie croissante » de l'appareil d'Etat sous le fascisme, qui a précisément pour but de transformer radicalement les conditions de la production et de l'extraction de la plus-value en faveur de la grande bourgeoisie, en éliminant toute résistance de classe organisée de la part du prolétariat. La crise structurelle est ainsi temporairement résolue, jusqu'à la prochaine explosion...



fm / poche rouge

Technique en ont assez des querelles de boutiques syndicales qui servent depuis des années d'alibi aux reculades des uns et des autres.

Ils l'ont vigoureusement fait savoir le 13 dans la Cour de la Sorbonne aux représentants CGT et SGEN revenus bredouille au terme d'un long palabre avec un certain M. MOI (!), secrétaire du Rectorat.

Refusant d'entendre jusqu'au bout le discours inconsistant et embarrassé du dirigeant régional du SNETP (membre du BN) qui appelait les enseignants présents à « être les meilleurs dans leurs CET », les militants les plus combattifs ont posé la question des moyens d'action et insisté sur la nécessaire coordination des initiatives locales.

Ce n'est certes pas un hasard si le responsable cégétiste membre du BN du syndicat a préféré s'esquiver alors que se formaient des groupes de discussion animés dans la Cour de la Sorbonne (il paraît que c'est indécent

de discuter face à l'ennemi !). Et ce n'est pas un hasard non plus si plusieurs AG du personnel, des sections syndicales et même des instances départementales du SNETP ont repris les propositions concrètes d'action (malgré les tentatives de black-out de certains bureaucrates).

Ce ne sont pas seulement les militants révolutionnaires qui avancent dans les syndicats des CET les mots d'ordre de partage des heures de travail, de dédoublement des classes afin de combiner la lutte pour l'emploi à la lutte pour de meilleures conditions de travail. Les militants les plus combattifs, y compris ceux qui sont influencés par le PC, se battent souvent sur ces positions et n'acceptent pas d'être traités de démagogues ou d'utopistes. Avec la Tendence Révolutionnaire des CET (voir tract ci-joint), ils affirment qu'on n'entre pas en lutte pour obtenir « l'ouverture des négociations » mais pour gagner.



Les enseignants des CET, les centaines d'auxiliaires restés sur le carreau dans la seule région parisienne ne comprennent plus.

Dans aucune entreprise, dans aucune corporation, les travailleurs n'ont jamais accepté sans lutte des licenciements collectifs d'une telle ampleur.

Les militants les plus combattifs, QUELLE QUE SOIT LEUR APPARTENANCE SYNDICALE, ont pourtant proposé un plan d'action clair et précis :

— s'opposer à tout licenciement et toute suppression de poste. C'EST POSSIBLE. IL Y A DU TRAVAIL POUR TOUS DANS LES CET ;

— imposer dans chaque établissement des emplois du temps basés sur 18 h (PEG-PETT) et 24 h (PTEP), avec les heures de coordination, le labo, de bibliothèque et d'affûtage ;

— refuser toute heure supplémentaire ;

— imposer partout les dédoublements au-dessus de 24 élèves et la généralisation des travaux pratiques en demi-groupes ;

— accueillir les MA dans leurs

établissements d'origine jusqu'à leur réintégration ;

— engager l'action pour la titularisation immédiate des MA ;

— prendre contact avec les élèves et leurs parents pour gagner l'opinion publique et l'appui des travailleurs ;

UN TEL MOUVEMENT NE PEUT ETRE MENE AU TRAVERS DES SEULES INITIATIVES LOCALES. Il ne peut démarrer et aboutir que sur un mot d'ordre CENTRAL pour impulser et coordonner l'action JUSQU'A SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS.

ON N'ENTRE PAS EN LUTTE POUR OBTENIR « l'ouverture de négociations » MAIS POUR GAGNER !

Comme à Lip, comme à Rateau, comme aux Tanneries d'Annonay, IMPOSONS L'EMPLOI POUR TOUS ORGANISONS-NOUS POUR LA LUTTE

Tendance Révolutionnaire des CET
9 rue Ste Marthe Paris 10^e
Prochaine assemblée générale :
mercredi 18 septembre à 20 h 30

A CAEN

La coordination et la généralisation des luttes contre l'auxiliaariat est possible. A près Rouen, la lutte s'engage à Caen. Un comité de lutte regroupant titulaires et auxiliaires, syndiqués ou non, intervient depuis 2 ans. Ils en ont assez de l'attitude des syndicats sur le problème de l'auxiliaariat. Leur seule action : demander plus de postes pour le C.A.P.E.S. et régler à l'amiable les cas scandaleux.

En fait c'est l'auxiliaariat lui-même qu'il faut remettre en cause : conditions de travail insupportables (éloignement du domicile, sous-rémunérations, horaires impossibles...), instabilité de l'emploi, un auxiliaire ayant dix ans de service peut être licencié sans préavis, sans indemnité.

A la rentrée, dans l'académie de Rouen, 130 auxiliaires n'ont pas d'emploi et 130 normaliens sortants sont au chômage.

Devant la rentabilisation qui menace tout le personnel, le comité de lutte élargit aujourd'hui son action pour la défense de l'emploi dans tous les secteurs de l'Education Nationale.

CHILI

PIERRE RIEBEN

UN AN APRES LE COUP D'ETAT

10 Fr

LA DISPARTITION DE COMBAT

suffisamment en avant un aspect essentiel du problème : la défense de la liberté de la presse contre son étouffement par les trusts capitalistes. Ceci dit, la lettre appelle trois remarques supplémentaires. L'analogie avec Lip, tout d'abord, nous paraît tout-à-fait superflue. Les ouvriers de Palente, par la remise en marche de l'usine et la constitution d'un trésor de guerre, s'attaquaient aux fondements mêmes du système capitaliste. Les journalistes de « Combat », eux, n'avaient que leurs plumes comme armes de lutte et ne pouvaient rien contre une asphyxie financière orchestrée par la bourgeoisie. Ensuite, défendre « Combat » impliquait un choix sur la conception du journal. La lettre entretient à cet égard toutes les illusions sur la presse dite « indépendante ». Enfin, si « Rouge » accorde dans ses colonnes une place importante à la lutte des soldats, c'est parce qu'il veut être un instrument vivant pour la lutte des classes. Ce que Combat, malheureusement, n'a jamais voulu, ni pu être.

avons pu dialoguer avec Révolution ! sur les possibilités de résister à la fois au gouvernement, au système économique, aux créanciers, à la FFTL, nous avons pu également apprécier le silence de Rouge pour n'avoir pas su discerner certaines « opportunités » politiques. Il faut dire que l'armée, et autres, sont plus à la mode par ces temps qui courent... La mort d'un journal, c'est toujours moche. Une ligne encore, avant de terminer : si c'était à refaire, on le referait. Pour nous, « Combat », n'est pas vide de sens, loin de là. Et nous n'avons pas eu le temps de faire le journal que nous voulions.

Salutations révolutionnaires
Une journaliste à Combat

PS : Votre journal va boucler, les rotatives n'arrivent pas, c'est pourquoi ces quelques lignes ne sont pas redigées, que le lecteur veuille bien m'excuser.

La lettre de la camarade de « Combat », nous permet de faire une mise au point concernant l'article paru dans Rouge n° 264. Celui-ci ne mettait pas

pourquoi elle nous a froidement fait comprendre qu'elle empêcherait avec tous les moyens qu'elle jugerait bons, toute sortie du journal. L'imprimerie de Médan (ou ailleurs). La FFTL, syndicat-arme-de-tous-les-travailleurs, s'est une fois de plus fait objectivement le plus fidèle allié du gouvernement en la matière et au mépris total des soixante travailleurs mis au chômage. Un journal à « l'heure Lip », voilà aussi le sens de notre lutte. Et c'est la troisième chose qui était à préciser : l'unité atelier-imprimerie-journalistes réalisée autour de la reprise en mains possible de notre journal. L'expérience valait bien la peine d'être tentée, et de n'avoir pu la mener à terme, c'est notre seul regret.

Pour ce qui est des critiques historiques que vous adressez à Combat, vous prouvez que vous n'avez pas compris le sens du véritable débat. La seule question aujourd'hui digne d'intérêt, c'est celle qui a été posée le 28 août dernier : on continue ?

Je salue votre absence totale dans le débat ainsi que votre méconnaissance des problèmes de Combat avant sa « mort » (fossoyeurs, ne vous précipitez pas trop vite !). Bref, si nous

énormément d'argent de sortie que la décision prise d'en arrêter la parution ne le fut pas dans le but de « décharger le mythe d'une presse indépendante ». Il est même certains certains que si certains membres de la famille (bourgeoise ou pas) ne s'étaient pas trouvés là quand il fallait, l'« enterrement » aurait eu lieu plus tôt.

Pour ce qui est de la dernière bataille menée, même après la disparition de Combat, trois choses à dire : d'abord que le gouvernement a refusé de nous faire bénéficier de l'aide habituellement accordée à la presse ou, du moins, ses propositions étaient tellement en deça de ce que nous réclamions que nous n'aurions probablement pas pu « tenir » plus d'un mois. Ensuite, la position plus que conservatrice de la FFTL (Fédération Française des Travailleurs du Livre) et sa toute puissance à l'égard de toute tentative de survie possible. Car il fut clairement question de reprendre Combat en mains, dans la plus totale illégalité certes et avec ce que cela comporte, pour tous, de risques et de difficultés. Nous avons, pendant près de dix jours, envisagé toutes les possibilités, alors que de son côté la FFTL refusait de cautionner ce qu'elle a taxé d'« aventurisme » (il ne fallait surtout pas faire un second Lip ou un second Darboy). C'est

fectivement, la présence de certaines collaborations passées est plus que discutable, effectivement Henri Smadja ne savait pas gérer son journal (raison sans doute déterminante de sa fin de parution) néanmoins est bien difficile la survie des quotidiens de gauche en France. « Combat » en faisait partie et, à ce titre, un militant conséquent ne devait qu'en déplorer la disparition.

Illuminé peut-être Albert Camus ? Illuminé Jean-Paul Sartre ? Illuminé R. Aron ? Illuminé Claude Bourdet ? Et tant d'autres... Ou bien « moralisateurs, senileux », confus, démobilités, intellectuels libéraux ? Un peu de sérieux s'il vous plaît ! Combat est un journal qui a refusé d'être financé par la publicité, avec ce que cela suppose de souplesse avec les annonceurs. Il a toujours refusé tout appui extérieur de quelque groupe politique ou financier que cela lui vire, ce qui lui a permis de conserver une indépendance effective à l'égard de toute étiquette. Le pari n'était certes pas facile à tenir.

Si Henry Smadja a englobé sa fortune dans Combat, la famille elle-même a investi

Combien il est facile de se gausser du décès d'un journal lorsqu'on ignore les causes de son agonie et ce qui fut tenu pour l'éviter, combien il est facile de ne tirer de son histoire que ce que vous « arrange », combien il est facile d'ironiser sur le « combat » de soixante personnes, combat pour leur journal, combat contre le chômage, combat contre le système capitaliste qui étouffe tout ce qui ne s'y soumet pas, combat contre un gouvernement qui fait privilège de son obole à qui bon lui semble, et dicte sa loi (rien n'est gratuit), combat, enfin, pour que vive un quotidien dans lequel le mot censure n'a pas droit de cité. Et combien il est pénible aux journalistes venus y consacrer pendant ces six derniers mois leur énergie pour le sauver, de lire maintenant sous la plume d'un « révolutionnaire » telle oraison funèbre ! Ce n'est pas un mythe qui est mort, c'est un rêve immense qui prend fin. Ce n'est pas un brin de nostalgie que nous jetons sur le sépulchre, c'est avec nos tristes yeux nous avons tenté de faire un journal jour après jour en suivant Combat. Et pour cela, nous n'avons ménagé ni nos forces, ni notre temps, il s'agissait d'une folle sans doute, mais lucidement consentie. Le passé historique de Combat, ce n'est pas le problème. Ef-

L'ARMÉE ROUGE JOUE ET PERD

La même presse qui en 1972 enterrait l'Armée Rouge après la vague d'arrestations qui déferla sur elle cette année-là au Japon, la décrit aujourd'hui comme un mouvement parfaitement structuré, capable de frapper où et quand il veut. La réalité ne se résume pas à ces formules de journalistes, elle est plus complexe et fait intervenir l'histoire récente de l'extrême-gauche japonaise.

L'Armée rouge est créée en septembre 1969. A l'origine, elle ne rassemble qu'une cinquantaine de membres. Tous sont issus du Bundo. Celui-ci, créé en 1958 regroupe la majorité des étudiants en désaccord avec le PCJ, critiquant son opportunisme droitier et ses virages successifs. Par contre-coup, le Bundo jeta les principes léninistes par dessus bord et afin de conquérir une audience maximale dans le mouvement étudiant, s'adapta au flou idéologique de celui-ci.

A la suite des manifestations anti-américaines de 1960, le mouvement éclate pour se recomposer par assemblage de diverses fractions en 1967. Mais ces péripéties de l'extrême-gauche japonaise ne se passent pas en laboratoire, les forces sociales en mouvement impriment leur marque sur ces transformations. La crise révolutionnaire de mai 68 en France, le développement important de la combativité ouvrière eurent des conséquences importantes sur l'avant-garde japonaise. Avec des modalités et des rythmes spécifiques, la jeunesse ouvrière prenait une place de plus en plus importante dans le combat renaissant contre l'impérialisme japonais.

Parallèlement, les initiatives prises par le Bundo en avril 69 pour la restitution d'Okinawa montrèrent le déclin du mouvement étudiant, l'écho décroissant que rencontraient les actions de rue.

C'est dans ce contexte que l'Armée rouge développe ses thèses sur la nécessaire création d'une force armée impulsant une guerre civile au Japon. Ce groupe devait être le détonateur entraînant les masses dans l'action. L'émergence au Japon d'une ultra-gauche spontanée encline au terrorisme n'a rien de surprenant, le phénomène a ses racines dans la douleur de l'enfement d'une force révolutionnaire rompant avec le stalinisme. Ce débat sur la nécessité d'un parti ouvrier, sur les modalités de sa construction nous l'avons eu en France avec une force comme la Gauche prolétarienne (maoïste). Les formes concrètes diffèrent, mais le débat de fond reste le même : léninisme ou putschisme. Ses appels à la révolution mondiale qui l'a font qualifier de trotskyste par une presse rompue à pratiquer l'amalgame, ne doivent tromper personne. Rien de commun, pour nous, entre un parti mondial construisant et coordonnant une avant-garde insérée dans les luttes de masse, et l'internationale des lanceurs de grenades.

L'ARMÉE ROUGE SUR LA DEFENSIVE

Quant à l'Armée rouge, sa trajectoire n'est pas non plus étonnante. Isolée, elle ne peut ouvrir le front interne comme elle l'entendait, elle se replie dans la clandestinité avec pour seule apparition des attaques de banques et de commissariats de police.

La grande presse s'empara d'actions plus spectaculaires : détournement d'un boeing en 1970, massacre de Lod en 1972, exécution de « soldats » de l'Armée jugés déviationnistes, pour conserver la « pureté » de l'organisation. Frappés par les arrestations, contraints à s'exiler au Moyen-Orient ou en Europe, ses membres ont donc conservé un cadre organisationnel qui leur permet d'organiser des coups de

main audacieux. Mais l'ensemble reste précaire : les militants non fichés par les polices sont peu nombreux et le recrutement n'est pas abondant, ce groupe n'ayant pas de prise sur la société japonaise



État de siège autour de l'ambassade

L'ORCHESTRE ROUGE A LA T.V.

CROIX GAMMEE SUR PETIT ECRAN

Leopold Trepper



photo Gammee

La libération des otages

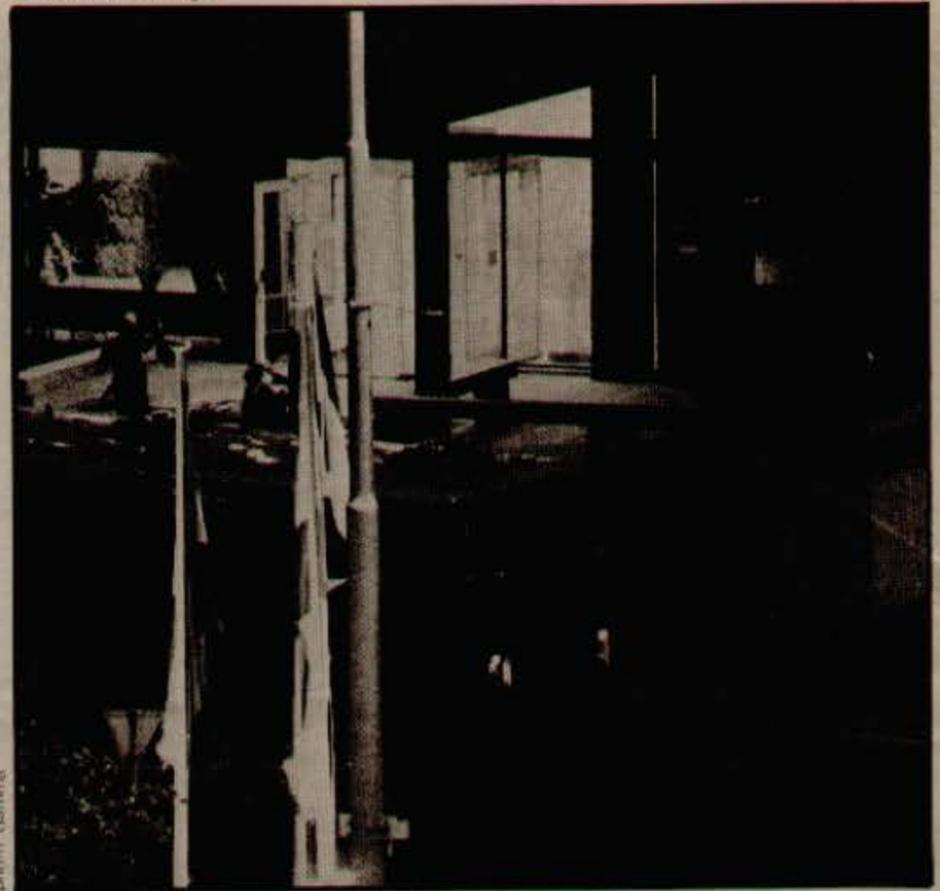


photo Gammee

et l'un quelconque de ses secteurs, étant marginalisé par sa pratique exclusivement terroriste.

L'aspect défensif des dernières actions de l'Armée rouge ne doit pas échapper. Repliée sur elle-même, isolée internationalement devant l'échec de la création de bases en Amérique Latine, puis par l'évolution politique des organisations palestiniennes (le terrorisme du FPLP rencontre moins d'écho), l'Armée rouge brûle-t-elle ses dernières cartouches ? La prévision est difficile, la survie d'un tel groupe peut être longue, son influence politique par contre est bien morte.

LA VIOLENCE AU JAPON : UN HERITAGE

La violence de ce groupe soit lorsqu'il liquide ses propres militants ou qu'il mitraille la foule à Lod, peut être expliquée autrement que par les accents haineux de la presse bien-pensante. Elle s'inscrit dans la dynamique même de la ligne politique choisie. Mais des caractéristiques de la société japonaise peuvent en éclairer certains aspects.

La transformation industrielle du Japon à la fin du XIX^e siècle s'est faite par réaction de défense face à la menace des impérialismes occidentaux. C'est sur la base d'une société féodale que se concentraient les zaibatsu (grands trusts concentrant unités de production et groupes financiers). L'absence d'un 1789 japonais,

d'un siècle des lumières éclairé par des penseurs bourgeois préparant le cadre idéologique propre au développement du capitalisme, laissa subsister les valeurs héritées de l'ancien Japon. La maîtrise de la violence (cf. la pratique des arts martiaux) tenait une place importante dans la vie sociale et on retrouve, de façon déformée, dans la société du Japon moderne le reflet de cet héritage. (L'impact du suicide par Hara-Kiri de l'écrivain nationaliste Mishima, le renouveau militariste actuel en attestent).

Rappelons enfin, que le mouvement ouvrier japonais possède dans son histoire des périodes de violence dont certains traits sont caractéristiques de l'ultra-gauche. Ainsi lors de son virage en 1950 le PCJ se livre à maintes attaques aux cocktails Molotov dans un contexte qui ne s'y prêtait guère, cela lui valut un profond recul de son audience dans la classe ouvrière.

Encore une fois donc, l'Armée rouge doit être analysée comme un avatar sorti de la matrice commune de l'ultra-gauche. Mais issue de l'extrême-gauche, elle s'en est définitivement séparée. Son évolution l'a coupée de toutes les préoccupations du mouvement ouvrier, pour en faire une ex-croissance dont les raisonnements et la pratique se situent en marge de toute réalité historique. Son incapacité à agir sur la réalité politique japonaise la condamne quelque soient ses sursauts.

LEONARD

Lorsqu'un ancien SS trouve que sa pension (de criminel) de guerre ne lui permet pas de fumer des cigares assez gros, il peut toujours arrondir ses fins de mois dans le cinéma. Le Kriminalrat Heinz Pannwitz, chef de la Gestapo de Prague, où il se signala par le massacre de plusieurs milliers de Tchèques, placé ensuite à la tête du commando chargé de faire la chasse à l'Orchestre Rouge, a servi de « conseiller historique » sur le film « L'Orchestre Rouge » que projette actuellement l'ORTF. Les autres experts consultés par la firme allemande de Télévision Bavaria, qui a réalisé ce feuilleton, sont du même tonneau. Le gestapiste Reiser par exemple, autre chef du Kommando Orchestre Rouge. S'étonnerait-on enfin d'apprendre que le livre « Mot code : directeur », qui a servi de trame au film, a été écrit par un ancien membre des Jeunesses Hitlériennes, Heinz Höhne, aujourd'hui journaliste au Spiegel.

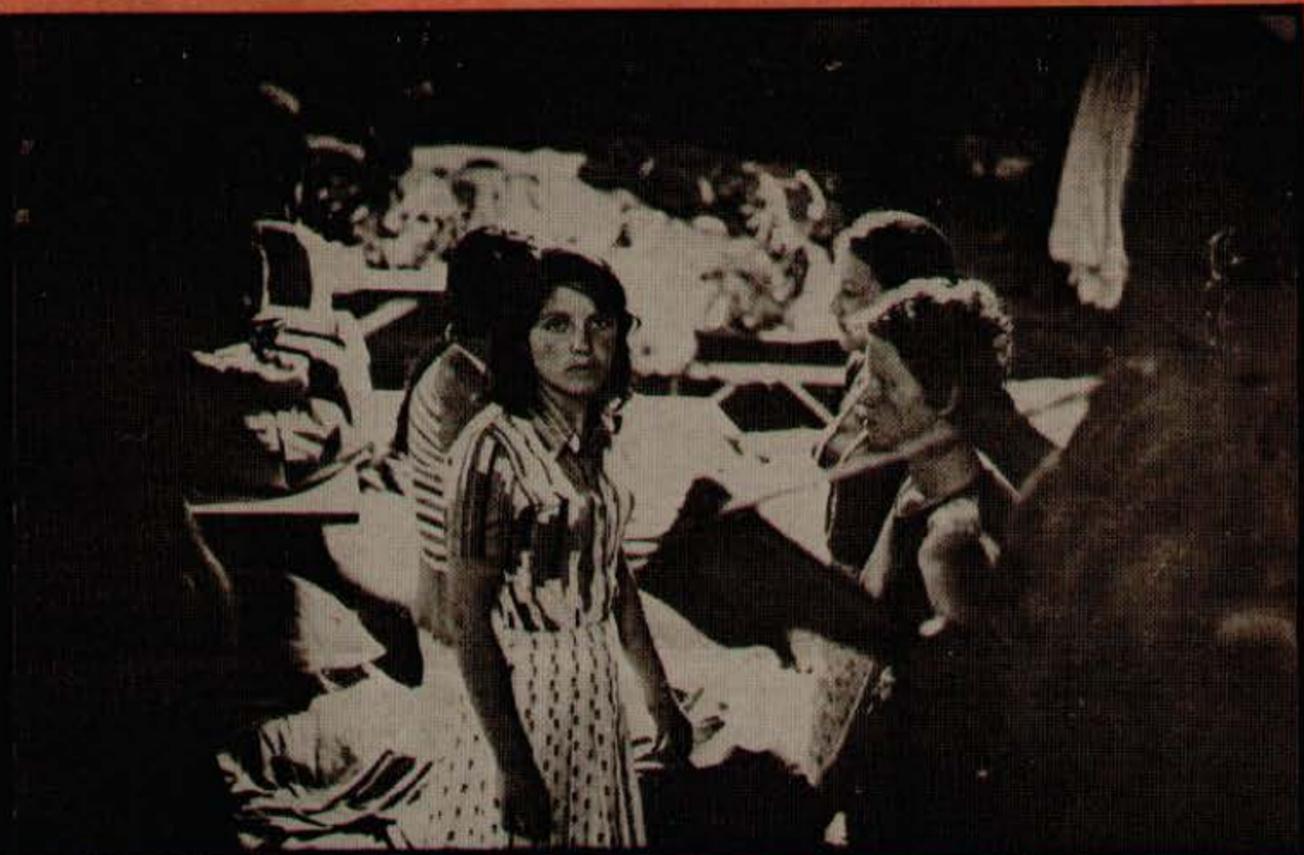
Cette « amicale » nostalgique de la belle époque où flottait l'étendard à croix gammée ne peut que réécrire l'histoire du brun des chemises qu'ils portaient fièrement. Le résultat ? L'Orchestre Rouge vu avec les yeux de Goebbels : un petit noyau d'officiers soviétiques, fanatiques, manipulant quelques Juifs fourbes et des communistes en peau de lapin qui ne « marchent » que parce qu'ils sont « tenus ». En vain cherchera-t-on quelque motivation idéologique à la conduite de Trepper et de ses camarades. A première vue, ils sont là pour faire des affaires avec quelques trafiquants de marché noir...

Et pourtant, les combattants de 13 nationalités qui ont travaillé dans l'Orchestre Rouge n'étaient pas des « espions », mais avant tout des militants, souvent en rupture avec le régime stalinien. Que de figures étonnantes chez ces révolutionnaires sans frontières, nés en Pologne ou en Palestine, combattant en Espagne, clandestins en Allemagne, sans cesse pourchassés et toujours en première ligne. Peu en réchappèrent. Mais cela, le feuilleton ne vous l'apprendra pas. 80 membres de l'Orchestre Rouge furent pendus, décapités ou fusillés après des tortures invraisemblables : à peu près autant passèrent dans les camps de la mort mais les « conseillers historiques » ignoraient sans doute ce détail. Il est vrai qu'ils ont oublié beaucoup de choses — trente ans comme c'est loin — et l'histoire qu'ils ont bicolée — avec les sources allemandes — n'a pas grand chose à voir avec l'histoire réelle de l'Orchestre Rouge. Ce récit chaotique se traîne interminablement sur six épisodes. L'ORTF, prudente, a supprimé le septième, véritable apologie du national-socialisme.

Bien sûr, depuis Buchenwald et Oradour, il y a eu la bataille d'Alger et Hanof bombardée, le Vietnam napalmisé et aujourd'hui le Chili torturé. La gégène de Massu valait bien celle de la Gestapo, les crimes de guerre américains au Vietnam n'ont rien à envier à ceux des SS et Pinochet marche sur les traces d'Hitler. Raison de plus pour ne pas tolérer de propagande nazie, à la télévision comme ailleurs.

DOSSIER PORTUGAL

le pop l'armée les grèves



l'armée occupe l'usine Sogantal.

Toutes les photos du dossier : D.R.

Sogantal

les lip portugaises

Le patron s'appelle Lardat. Il habite Bordeaux, où il possède plusieurs petites boîtes. Pour l'observateur peu familier la confection des survêtements suit un curieux périple : le tissu est taillé dans la région bordelaise. Une fois coupé, il est envoyé au Portugal avec une caution. A Montijo les survêtements sont assemblés et cousus, puis réexpédiés en France.

**200 F PAR MOIS
POUR 46 H PAR SEMAINE**

En réalité il n'y a là aucun mystère. Pourquoi un petit patron bordelais se fait-il construire une usine au Portugal ? Tout simplement parce qu'il y trouve son compte : à Montijo, les filles travaillent à partir de 14 ans. Leur salaire : 1040 escudos (environ 208 francs) par mois pour 46 heures de travail par semaine. Payer des ouvrières entre 11 et 1150 de l'heure, avec seulement 15 jours de congé par an, voilà qui mérite bien le voyage...

D'autant plus que le faible coût de la main-d'œuvre n'est pas le seul avantage : tout patron étranger qui installe une usine au Portugal est dispensé d'impôts pendant 3 ans ; les investissements sont réduits au maximum ; Sogantal ce n'est rien d'autre que des machines posées sur du béton. On surexploite sans fioritures.

« EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE LA PRODUCTION »

Sous le régime Caetano le personnel courbait la tête. Dans la boîte il n'y avait non pas un syndicat, mais une myriade : un par profession ! Pas de grève, des conditions de travail épouvantables.

Après le 25 avril les filles ont commencé à ne plus supporter : ni les heures fixes pour aller pisser, ni la contremaîtresse véritable flie sans cesse sur leur dos, ni les salaires misérables. Le 20 mai — quand les premières conventions collectives furent signées au plan national — elles ont débrayé en réclamant :

- le 13^e mois
- 30 jours de congés annuels
- le renvoi de la contremaîtresse
- une augmentation uniforme de 1250 escudos pour tous les salaires.

Les revendications sont plus que modestes : avec une telle augmentation le salaire minimum de l'usine atteindrait 2850 escudos (570 F) par mois, c'est-à-dire moins que le Salaire Minimum National voté après le début du conflit, qui est de 3300 escudos !

Mais le patron ne voit dans cette grève qu'une amputation intolérable de ses bénéfices. Il refuse en bloc toutes les revendications et s'en va, 10 jours plus tard, les filles reçoivent une lettre de la direction les informant que l'usine fermerait ses portes à dater du 15 juillet, et que de toutes façons aucun salaire postérieur au 15 mai ne serait versé « en raison de l'insuffisance de la production ». 48 filles de Sogantal décidèrent alors de continuer la production, d'occuper l'entreprise jour et nuit, et d'organiser la vente des survêtements pour se payer.

Sogantal : une petite usine de Montijo à 15 km de Lis-bonne. On y fabrique des survêtements. Une petite usine comme beaucoup d'autres. Pourtant le nom de Sogantal est aujourd'hui connu dans tout le pays. Parce que les ouvrières (que la presse appelle ici les « Lip portugaises ») ont remis en route leur usine elles-mêmes et ont vendu leur production pour payer leurs salaires. Mais aussi parce que l'usine a été réoccupée en pleine nuit par un commando de nerjis français armés jusqu'aux dents, qui n'ont pas hésité à faire plusieurs centaines de kilomètres et passer une frontière pour casser une grève.

LE MEME SALAIRE POUR TOUS

Cette décision est prise presque naturellement. Le patron en décidant de fermer la boîte et de ne payer aucun salaire vient de faire une véritable provocation. Les filles ont besoin d'argent. Il y a sur place assez de stocks pour faire tourner l'usine. La déléguée de l'usine, aidée par le syndicat combatif du textile, pousse en avant. Les ouvrières reprendront elles-mêmes la production.

Comment s'organiser ? La décision est prise de travailler par roulements : il faut un minimum d'heures de travail pour tout le monde ; mais il n'y a plus de pointeuses, plus de rendement. On ne travaille pas pour faire des bénéfices ; on travaille pour pouvoir vivre ; on calcule le prix de revient qu'il faut pour vendre les survêtements et pouvoir se payer. Deux filles s'instituent trésoriers.

Et comment fixer le montant des salaires ? C'est la même discussion qu'à Lip au moment de la première « paye sauvage ». Ici les filles décident de payer tout le monde à 3300 escudos (le S.M.N.C. national) par mois. Dans une autre usine portugaise elle aussi remise en marche (Charmigne) les ouvrières ont décidé de donner 3300 escudos à celles qui gagnaient moins et de laisser aux autres le salaire qu'elles gagnaient auparavant.

En fouillant dans les papiers de l'entreprise, les ouvrières ont d'ailleurs découvert plus tard des papiers intéressants : la fiche de paye du patron portugais de la boîte, qui touchait 12 000 escudos, celle de la contremaîtresse qui en palpitait tout de même 5 000 (5 fois plus que l'ouvrière du rang) !

La lutte s'organise par assemblées générales. Un comité de grève a été élu, qui est chargé de

coordonner la trésorerie, la vente, etc... Mais c'est la déléguée qui joue le rôle moteur, le syndicat du textile assure l'information et la coordination des luttes du textile (Charmignes, Sogantal, Naturana).

UNE VERITABLE OPERATION MILITAIRE

Lardat, le patron, qui a été régulièrement informé de ce qui se passait dans l'usine grâce aux lettres de mouchardage de la contremaîtresse, décide alors de réagir : il a 8 millions d'escudos de caution à la douane, il veut les récupérer. Mais pour cela il doit mettre la main sur le matériel. Il sait que la période des congés est arrivée. Les ouvrières ne sont plus que 24. La nuit il n'y a plus dans l'usine qu'un gardien qu'elles payent pour la surveiller. Le moment est favorable.

Il décide alors de constituer un commando (c'est sa propre expression). Il rassemble une quinzaine de nerjis à Bordeaux pour les emmener avec lui au Portugal.

Lardat, un tantinet mégalomane, écrit une lettre détaillée qu'il envoie aux autorités françaises, à plusieurs journaux. Il y annonce par avance et dans le détail l'opération qu'il a l'intention d'effectuer, en précisant : « Cette intervention a été étudiée et mise au point avec soin, et l'improvisation en est totalement exclue ». Et il explique : « considérant être resté dans la légalité, et donc dans notre droit, nous aurons dans la nuit du 22 au 23 août, soit à l'heure où vous lirez ces lignes, repris le contrôle de l'usine et bureaux Sogantal, après avoir prié les occupants éventuels d'évacuer les lieux et avec fermeté si nécessaire.

A dater de ce moment, nous interdirons l'entrée de l'enceinte de l'usine à toute personne ne représentant pas une autorité légale portugaise ; nous ne pourrions être tenus pour responsables d'accidents survenant à toute personne qui passerait outre cette interdiction ».

Ces précautions étant prises, le commando arrive en pleine nuit à Montijo. Lardat laisse des hommes dans deux camions à l'extérieur de l'usine équipés de talkies-walkies pour attendre les ordres. Leur tâche : prévenir les autorités en cas de pépin. Les nerjis sont fort bien équipés : pistolets, gaz lacrymogènes et matraques. Ils ont emmené avec eux un chien policier et un maître-chien. A une heure du matin ils pénètrent dans l'usine et séquestrent le gardien. Ils commencent aussitôt à démonter tout le matériel (notamment les machines à coudre) et à le remballer après inventaire.

TOUS A SOGANTAL !

La nouvelle a fait le tour de la ville : il y a des flies français à Sogantal. Des filles sont allées à l'usine et ont vu une banderolle écrite dans un portugais bourré de fautes : **Chiens méchants ! Défense d'entrer !** Jusqu'au soir les filles font connaître par tous les moyens cette intervention. Et vers 8 heures ce sont 2 000 à 3 000 personnes qui se dirigent en manifestation vers l'entreprise pour déloger les nerjis. On sait qu'ils sont armés ; les gens se sont munis de casques et de manches de pioche.

Quand le cortège arrive devant l'usine, le contact est violent : les vitres volent en éclat. Le premier manifestant qui rentre dans l'usine se fait tirer dessus. Un paquet de grenades lacrymogènes partent. La manifestation rentre dans les ateliers. Le patron est forcé de se barricader dans son bureau.

C'est alors que survient la G.N.R. (l'équivalent portugais des C.R.S.), suivie de près par l'armée. Les militaires ne sont pas trop mal accueillis par la population influencée par toute la propagande des réformistes (« merci aux forces armées »). Seul un petit nombre comprend qu'ils sont là autant pour arrêter les nerjis que pour protéger les patrons et « mettre de l'ordre » dans la lutte.

Ils font une arrivée à grand spectacle : grand déploiement de forces, fusils-mitrailleurs en terre, etc... Le directeur et le patron sont mis à l'écart. Les soldats font sortir tout le monde de l'atelier. La population va commencer lentement à rentrer chez elle. Ce n'est que tard dans la nuit que l'armée partira, emmenant avec elle les patrons et leurs nerjis. Les filles trouveront d'ailleurs ces derniers le lendemain à la caserne dynam au mess des officiers !

La rapidité de cette intervention de l'armée et de la G.N.R. a tout de même surpris. L'explication, les filles de Sogantal l'ont trouvée dans les papiers pris dans la propre serviette de Lardat : le gouvernement portugais, tout comme le gouvernement français étaient prévenus d'avance. Et les autorités portugaises avaient mis la G.N.R. et l'armée en alerte, prêts à intervenir en cas de coup dur.



le patron, le directeur et deux soldats.

suite de l'article page 10

NOUS RECLAMONS LA NATIONALISATION OU MEME L'EXPROPRIATION DE L'ENTREPRISE

Après le raid du commando, les travailleuses de Sogantal ont tenu une conférence de presse qui restera un témoignage extraordinaire du réveil que connaît la classe ouvrière portugaise.

En ce moment ce que nous réclamons c'est que ces hommes soient jugés, et qu'ils ne quittent pas le pays avant que notre cas ne soit réglé. Il est inadmissible qu'ils viennent te dicter la volonté du patronat international, et violemment par dessus le marché. Nous jugeons également inadmissible l'attitude du gouvernement qui — comme cela a été publiquement révélé — non seulement n'a donné aucune réponse aux différentes propositions que nous lui avons faites, mais de plus a laissé agir le commando français. Le gouvernement savait très bien (les lettres qui lui avaient été envoyées le montrèrent) que ces Français viendraient au Portugal et pourtant il n'a rien fait pour empêcher que cela se produise. En outre, cela fait trois mois que nous frappons à sa porte et la réponse est toujours la même : « on va s'occuper de votre cas... ». Une réunion que nous avons tenue avec le Ministre du Travail a prouvé amplement le désintérêt qui existe au niveau gouvernemental pour notre problème. Le ministre a fichu une de nos collègues à la porte, parce qu'elle lui avait dit quelques vérités... Ce n'est pas à coup de promesses jamais tenues qu'on obtient la confiance des travailleurs qui ne font que réclamer leur dû : la garantie d'avoir un travail qui leur permette de vivre.

Le gouvernement n'a qu'à trouver une solution qui préserve nos intérêts. Nous ne pouvons pas rester toute notre vie comme ça, à vendre des survêtements ; parce que viendra un jour où il n'y en aura plus ; et il n'y aura plus aucune ressource pour quarante-huit femmes, qui ont des charges de famille et qui vont se retrouver dans une situation désespérée. Nous disons qu'il y a une solution pour résoudre ce problème. C'est la nationalisation de l'entreprise ou même son expropriation. Qu'on sache bien que les travailleuses de Sogantal ne sont pas isolées. Comme elles, il y a des milliers de travailleurs confrontés au problème du chômage. (...)

Nos propositions sont claires : la nationalisation de l'entreprise ou son expropriation ; ou alors que le gouvernement nous garantisse des débouchés pour ce que nous produisons. Il faudrait dans ce dernier cas, que le gouvernement finance l'approvisionnement de



Les grévistes de Sogantal avec les matraques qu'elles ont reprises au commando patronal.

l'usine en tissu et en matériel pour assurer la coupe, pour que nous puissions avoir la chance de réussir. On pourrait aussi envisager de transformer Sogantal en fabrique d'uniformes militaires. Une dernière éventualité serait que le gouvernement nous assure le paiement du salaire minimum National... jusqu'à ce que nous trouvions un autre emploi. Mais cette dernière solution coûterait cher au pays et, par conséquent, serait l'ultime recours. Nous ne réclamons pas de continuer en autogestion, parce que — dans un pays capitaliste — c'est un piège où il ne faut pas tomber... C'est ce que nous avons toujours dit et c'est précisément pour cela que nous disons clairement que nous ne cherchons pas à continuer éternellement. Notre juste lutte n'a pas d'autre fondement que le droit à la garantie de l'emploi, mais en même temps elle tend à la destruction du système capitaliste qui refuse aux travailleurs le droit à la liberté, au travail et au bonheur... »

F.L.

interview d'une camarade de retour

« LES GREVISTES OUVRIÈRES ICI EN 1974 QU'EN 30 ANS ! »

Tu étais au Portugal cet été et tu as eu l'occasion de participer de près à plusieurs grèves ouvrières extrêmement dures, notamment celle de Sogantal dont la presse française a un peu parlé parce que le patron français avait fait le voyage jusqu'à Lisbonne pour réoccuper l'usine avec un commando de nerfs. Est-ce que tu connais d'autres usines où le personnel a repris la production sans patron comme à Sogantal ?

même coup, si elles se mettaient en grève à leur tour. Finalement, elles ont accepté de laisser partir les machines. Les filles de Naturana ont alors emprunté des charriots, des ânes ; elles ont chargé toutes les machines ; elles les ont rapportées dans leur usine et elles se sont remises à la production.

Quand il y avait des meetings syndicaux au mois d'août, c'était toujours ces quatre usines dont on citait le nom : Naturana, Sogantal, Applied Magnetics et Charmigne.

Toutes les grèves dont tu as parlé ont été menées par des femmes. Etre ouvrière et gréviste, comment ça se passe au Portugal en 1974 ?

Il n'est pas étonnant de voir tant de grèves de femmes. L'industrie du textile est en pleine crise et elle emploie une main d'œuvre essentiellement féminine. Maintenant, dans la société portugaise où les femmes vivent une oppression encore plus forte qu'ici, ça ne va pas sans mal. A Sogantal par exemple, ce sont des ouvrières qui ont entre 14 et 24 ans. Quand elles ont débrayé, la population n'a pas pris au sérieux cette « grève de gamines ». Quand elles ont commencé à vendre leur production, les gens achetaient volontier, mais avec des réactions d'amusement. Entre les filles de Sogantal et leurs maris, il y a eu parfois de gros heurts. Pendant l'intervention des flics de la GNR et de l'armée au moment de la venue du commando, un gars est venu rechercher sa femme :

« — Tu rentres tout de suite. Ça va barder. Je ne tiens pas du tout à ce qu'il t'arrive des bricoles.

— Non, je ne peux pas rentrer maintenant.

— Si tu rentres plus tard, la porte sera fermée.

— Si la porte est fermée, on est assez nombreuses ici pour venir l'ouvrir ».

Le gars est parti, furieux. La fille a passé la nuit dans l'usine.

Dans une grève comme celle de Sogantal, les filles se sont revendiquées ouvertement comme des femmes. Avec fierté. Elles, « le sexe faible », elles avaient remis route leur usine, on parlait d'elles à la

Oui, il y a le cas de Charmigne, une usine autrichienne où les choses se sont passées un peu de la même façon. Là aussi, les ouvrières qui fabriquent des chemisiers, ont demandé l'augmentation de la paye, le treizième mois et surtout le départ de deux contremaîtresses. A ce moment-là le patron est parti. Et elles ont décidé de continuer elles-mêmes la production. Les grévistes se sont organisées par assemblées générales. Elles ont fait elles-mêmes un journal qu'elles ont réussi à faire tirer par des contacts avec le syndicat de l'imprimerie, où elles avaient un copain. Il y a eu un gros effort de popularisation.

Mais la boîte la plus en pointe du point de vue politique, c'est Naturana, une fabrique de soutien-gorges. Quand elles ont posé leurs revendications (augmentation des salaires, mise à la porte des contremaîtresses), le patron leur a envoyé une lettre en leur disant qu'elles étaient toutes lourdées. Ça s'est passé juste au moment où elles avaient leurs 15 jours de congé. Quand elles sont revenues, elles ont trouvé la lettre, elles ont foncé à l'usine : l'usine avait été déménagée, il n'y avait plus de machines, plus de matières premières. Elles se sont alors organisées et elles ont fait une enquête pour savoir si des emions étaient venus, qui les avait conduits où ils étaient partis. Elles ont découvert que les camions avaient tout déménagé dans une autre usine qui s'appelle Unitex, pour agrandir son équipement. Les filles sont alors parties en manif pour récupérer leur matériel. Mais il y avait là d'autres ouvrières embauchées à la hâte qui ne voulaient plus lâcher leur travail. Elles ont dû expliquer que c'était leurs machines, leur travail, que les autres devaient les leur rendre. Sans cela, le patron pourrait impunément leur faire le

1) A LA DEMANDE DES OUVRIERS SUPPRESSION DE LA PRIME DE RENDEMENT.

2) TOUTES COUTURIERES N'ATTEIGNANT PAS 100% DE PRODUCTIVITE TELLE QUE DEFINIE AVANT LE 11 MAI SERA LICENCIEE IMMEDIATEMENT. TOUS LES AUTRES SERONT LICENCIEES A LA FIN DE LA PERIODE. MAIS DONT LA QUALITE DES ARTICLES PRODUITS RENDRAIT CEUX-CI IMPROBES A LA VENTE.

Lardat envoyait les corrigés depuis Bordeaux, n'hésitant pas, le cas échéant, à licencier par télex. Document pris dans sa serviette par les grévistes.

La production entre en manif dans l'usine occupée par les nerfs patronaux.



Les papiers de deux nerfs. On remarquera la date d'établissement de ces deux cartes : quelques jours avant le passage de la frontière.





affiche des grévistes de Sogantal



Colonne de chars partant occuper la TAP en grève.

ur du Portugal

ONT PLUS APPRIS

5 JOURS

DE FASCISME ! »

radio, à la télé ; et pour qu'il n'y ait pas le moindre doute, elles ont fait une affiche où l'on voit une femme nue et le slogan : Vive Sogantal, vive notre syndicat.

Ainsi, les femmes rompent avec le rôle d'infériorité et de soumission qui leur est traditionnellement attribué. Mais cette rupture reste partielle, limitée : dans plusieurs usines où travaille une écrasante majorité de femmes et 1 ou 2 hommes, ce sont eux qui sont les porte-parole de la lutte, et ça apparaît comme une chose naturelle. Même dans des couples de militants politisés, tu vois la femme qui fait manger le gosse et le mari qui attend qu'elle lui prépare son repas...

Tu avais tout à l'heure mentionné la grève d'Applied Magnetics. Il y a eu là aussi remise en route de l'usine par le personnel...

Oui, mais c'est quand même un cas assez particulier. C'est une usine américaine qui fabrique du petit matériel pour ordinateurs. Le stade précédent de la production se trouve à Porto-Rico. Et ils ont une autre usine en Corée et la troisième aux îles Baléares ! Tu vois le genre... Et puis, dans la boîte, la majorité du personnel est au syndicat des métallos qui est tenu par le PCP.

Au départ, ils ont demandé que l'administration soit épurée et qu'un travailleur licencié soit réintégré. Le patron, qu'ils avaient un moment séquestré dans l'usine, est parti aux Etats-Unis, sous prétexte de discuter avec la maison mère. Dès qu'il est arrivé, il a envoyé des chèques (sans provision) à tout le monde et il a annoncé le licenciement de tout le personnel. Là, il leur était difficile de vendre eux-mêmes la production : c'est une usine d'ordinateurs ! Ils ont donc essayé de chercher des marchés extérieurs : l'ambassade du Japon a refusé. Les gars du PCP ont alors dit que l'usine serait nationalisée et qu'ils trouveraient sûrement des marchés avec les pays de l'Europe de l'Est. Ils n'ont eu aucun résultat et leur cote commence à baisser sérieusement... Le gouvernement a promis au personnel de le payer pendant 6 mois à 1600 escudos (la moitié du SMIC) ; si dans 6 mois ils n'ont pas trouvé de débouchés, il ferme l'usine.

Applied Magnetics c'est une usine américaine, Sogantal une usine française, Charmigne est autrichienne...

Oui, c'est une série d'entreprises qui avaient toutes les mêmes caractéristiques : des capitaux étrangers, des matières premières étrangères, une main d'œuvre portugaise sous-payée qui fait le travail et des produits finis qui repartaient immédiatement dans les pays d'origine. Les ouvriers de ces boîtes disaient : nous sommes un pays colon, avec des colonies en Afrique, mais nous sommes complètement colonisés par tous les pays capitalistes européens ou américains ; on est nous aussi une colonie.

C'est cela qui explique que des patrons, voyant le prix de la main d'œuvre portugaise augmenter, aient retiré leurs billes ; cela explique aussi que non seulement les ouvriers aient repris la production pour se payer, mais aient réclamé la nationalisation de leur usine par le gouvernement, qui bien sûr l'a refusée.

Quand on voit les mots d'ordre sur lesquels sont parties beaucoup de ces grèves, ou à l'impression que leur dimension n'est pas simplement « revendicative ». On retrouve l'exigence du départ des petits chefs ou d'éléments liés au régime Caetano, l'épuration de l'administration, etc...

Cela correspond à une volonté très profonde chez les ouvriers portugais de régler leurs comptes avec les fascistes. Il suffit de voir comment a démarré la grève de Lisnave au mois de juillet. Lisnave est une entreprise de construction et de réparations navales, c'est un des plus gros trusts portugais. Il emploie 8500 personnes et en plus 4000 autour. Le mouvement a démarré comme ça, par une explosion, un après-midi, un petit groupe de gars se dit : il y en a ras le bol, rien n'est changé. Ce sont toujours les mêmes mecs de la Pide qui nous commandent. Ils passent dans tous les ateliers en disant : on arrête le travail, il faut sortir tous les mecs de la Pide qui sont ici. Le mouvement est parti d'une poignée de forts en gueule et toute l'usine a débrayé en un après-midi. Ça s'est

passé un vendredi et le lundi, tout le monde a repris le travail comme si de rien n'était. C'est un peu plus tard que la grève a redémarré. Dans chaque atelier, les gars se sont réunis et ont établi un cahier de revendications. Un comité s'est organisé qui a centralisé tous ces cahiers et qui a pris en priorité toutes les revendications qui étaient le plus demandées : salaires, horaires, congés, etc. Mais l'une de celles qui revenait le plus souvent, c'était l'exigence d'une enquête sur l'administration.

Ça rappelle un peu ce qui s'est passé en France après la Libération, quand les ouvriers ont retrouvé non seulement des petits chefs qui poussaient au rendement, mais souvent des petits chefs qui s'étaient mouillés jusqu'au cou dans la collaboration avec les nazis ; on retrouvait l'exigence qu'ils soient renvoyés de l'usine et jugés pour ce qu'ils avaient fait. Le PCP, lui, par la bouche de Thorez, disait qu'on ne pouvait pas « épurer 107 ans » et que la tâche essentielle était de produire.

C'est aussi ce qu'explique maintenant le PCP. Il est contre les enquêtes sur le passé, sur les éléments liés à la Pide par exemple. Selon lui, ça pourrait créer des troubles, effrayer les hésitants et profiter à la réaction. Quant à la nécessité d'augmenter la production, c'est une idée qu'il répète constamment. Je t'ai parlé de la grève de Lisnave. L'entreprise était occupée ; le PCP a fait une pression terrible. Tout y est passé : le sabotage de l'économie, la peur des classes moyennes, le Chili où les gens ont voulu aller trop vite... Il a expliqué : travaillez au moins deux heures pour l'économie nationale, et malheureusement ça a pris.

Tu sais qu'actuellement, le PCP fait faire une journée de travail pour la nation. Il y a des gars qui bossent le samedi ou le dimanche et qui vont porter le fruit de leur labeur d'une journée au gouvernement. On en voit dans les journaux tous les jours.

Quelle est la ligne du PCP vis à vis des luttes ouvrières depuis la chute de Caetano ?

Une véritable attitude de briseurs de grèves ! Je te prend par exemple la grève des pêcheurs de Matosinhos qui fut une des premières luttes après le 25 avril. Ces pêcheurs n'avaient aucun salaire garanti. Ils touchaient un pourcentage sur la pêche, mais les poissons se vendaient plus ou moins bien et les prix variaient. C'est pourquoi ils demandaient un salaire fixe avec une part fixe de poissons. Pendant quelques temps, la grève a bien marché. Porto n'était pas approvisionné en poisson frais : les usines ne tournaient plus que sur leurs stocks. Mais quand les usines se sont trouvées à court de poisson, sais-tu ce qu'a fait le PCP qui était à ce moment-là au Ministère du Travail ? Il a fait intervenir des bateaux soviétiques ! Ils ont pêché dans les Açores, en eaux portugaises, et ils ont vendu leurs sardines aux usines en

question. Ça a naturellement donné un coup terrible à la grève. Les pêcheurs ont obtenu quand même un minimum d'avantages, mais ils ont dû reprendre le boulot. Et le meilleur de l'histoire c'est que le PCP a fait de la propagande dans la presse... pour que les gens aillent visiter les bateaux soviétiques ! Il paraît que les cabines étaient très bien tenues et que les marins donnaient des porte-clefs et des stylos... Ignoble !

Tu connais déjà un peu la façon dont ils ont donné des coups de poignard dans le dos des grévistes pendant la grève nationale des PTT, qui fut une des premières. Mais ce fut aussi particulièrement net pour la grève de la TAP.

La compagnie de navigation aérienne portugaise ?

Oui. Elle offre des conditions assez particulières. Les salaires par exemple sont très élevés. Il y a là-dedans toute une série de fils et de filles à papa qui se retrouvent pilotes, hôtesses de l'air, etc. Mais dans cette compagnie, en 1973 (sous le gouvernement fasciste), il y avait eu une grève très dure avec un comité de grève clandestin. Lors d'une manifestation, la police a tiré et un gars est mort. Alors, au mois d'août 74, après le changement de régime, le personnel s'est remis en grève, en demandant une commission d'enquête sur la mort de ce gréviste l'année précédente, et une commission d'enquête sur toute une série de personnages de l'administration qui avaient appartenu à la Pide ou travaillé pour elle.

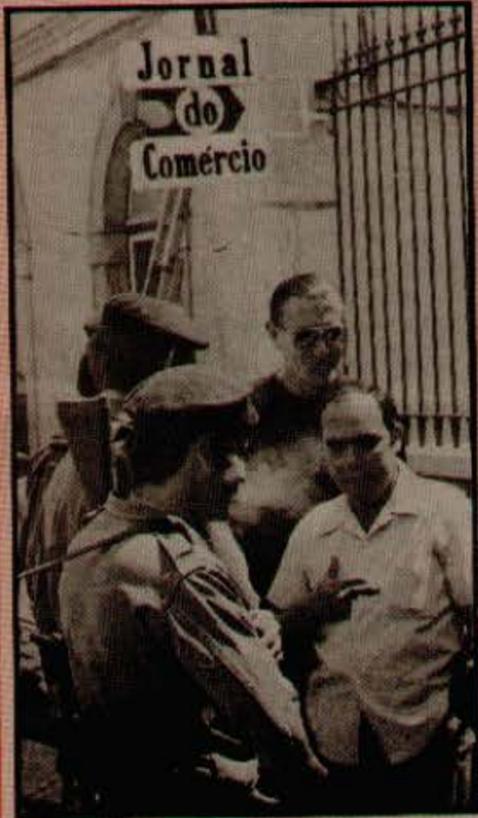
Quand le PCP a vu la tournure que prenait cette grève, il a essayé de la détourner sur des objectifs étroitement revendicatifs : les pilotes touchaient 72.000 escudos (1 million 400.000 AF par mois). Il a demandé 72.000 escudos pour tous ! (alors que personne n'avait annoncé de revendication de salaire).

Cette grève a d'ailleurs été l'objet d'une véritable campagne d'intoxication : les grévistes avaient décidé de continuer à assurer les services aériens en direction des colonies ; ça n'a pas empêché le gouvernement et le PCP d'expliquer que c'était la faute des grévistes si les soldats ne pouvaient pas rentrer au pays. Ça a desservi terriblement la grève auprès de la population. Le PCP est allé jusqu'à organiser dans la boîte une manifestation contre la grève qui a rassemblé quelques centaines de personnes. Le comité de grève a alors appelé immédiatement à une manifestation de soutien à la grève qui a rassemblé 4000 personnes, ce qui était un gros succès.

A la fin du mois d'août, l'armée est intervenue avec des auto-mitrailleuses et des chars. On a distribué aux ouvriers des livrets militaires. Ils étaient obligés de travailler sous surveillance de l'armée. Ils ont alors fait la grève du zèle. Les soldats leur ont supprimé toutes leurs permissions

→ suite de l'article page 12

L'armée occupe le journal du Commerce



(ils étaient militarisés) et ils leur ont interdit de partir — y compris le samedi et le dimanche — tant que leur travail ne serait pas fini.

Connais-tu d'autres exemples où l'armée soit intervenue pour briser une grève ?

Oui, il y a eu le cas du « Jornal do Comercio » (le Journal du Commerce). Le personnel s'est mis en grève à la fin du mois d'août en demandant que le directeur de ce journal, qui était un membre actif de la Pide, et qui donnait au journal une orientation d'extrême-droite, soit limogé. Ils demandaient aussi la suppression de la censure et la liberté d'information. Les soldats sont arrivés et ont encerclé le journal. Certains gars ont quand même réussi à rentrer et ils ont tiré le premier numéro d'un canard qu'ils avaient eux-mêmes fabriqués : le « Journal du Commerce en Grève ». Ils ont réussi à en sortir un certain nombre. Les militaires qui s'en sont aperçus ont tout bloqué, sauf 500 exemplaires qui ont réussi à passer à travers les mailles du filet et à circuler dans le Portugal. Après cela, l'armée a mis les scellés sur toutes les machines et le local, et elle a renforcé la surveillance, de jour et de nuit.

Toutes les luttes dont tu as parlé ont pris des formes extrêmement avancées. Mais on a l'impression que, globalement, le niveau de conscience politique reste encore assez bas, notamment sur la question de l'armée et du gouvernement.

Il faut comprendre que la classe ouvrière vient de se payer pas mal d'années de fascisme qui ont bloqué toute formation

politique. Tout le travail est resté très embryonnaire, très clandestin. Et la seule force qui était vraiment structurée ici, c'était le PCP. Mais les grévistes ont plus appris en 15 jours qu'en 30 ans de fascisme. Ils partent non seulement d'une volonté revendicative, mais d'un profond sentiment antifasciste qui se manifeste par la revendication du « sarreamento » (l'assainissement, l'épuration) qui occupe une place centrale. Dans leur lutte qui ils sentent légitime, ils se heurtent à des forces dans lesquelles beaucoup d'entre eux avaient confiance : le PCP, l'armée, le gouvernement. Et puis les exigences politiques se font de plus en plus précises.

On vient de recevoir la lettre d'un copain qui raconte une manifestation qui a eu lieu à Lisnave le 12 septembre. Le PCP la dénonce. Des milliers d'ouvriers en bleu de travail et coiffes de leur casque quittent quand même le chantier naval et marchent vers le centre de la ville. L'armée qui était allée à leur rencontre doit reculer devant la masse des manifestants. Les ouvriers sortent un communiqué qui déclare : « En menant cette lutte politique — l'assainissement — nous avons conscience que nous ne luttons pas seulement pour le renversement des structures fascistes dans Lisnave, mais aussi contre la bourgeoisie exploiteuse ». Il explique aussi qu'on retrouve la même politisation dans la grève du Journal du Commerce dont je t'ai parlé. Les ouvriers ont été dénoncés par le PCP et surveillés par l'armée, mais soutenus par une grève de 24 h de l'ensemble de la presse. Ils ont publié une brochure sur leur grève le 12 septembre où ils disent : « Les travailleurs savent qu'en déclenchant une lutte pour l'assainissement des directions des journaux,

pour la participation dans le choix de leurs dirigeants, pour la participation dans le contenu des journaux, ils mènent une lutte pour la liberté d'expression, pour le droit inaliénable d'obtenir et de transmettre l'information. Mais ils savent aussi qu'en menant cette lutte ils s'affrontent en dernière analyse au pouvoir économique. Parce que c'est le pouvoir économique qui, au Portugal comme ailleurs, détient les moyens d'information et s'il les défient c'est pour les mettre à son service... Nous savons que nous conduisons dans la pratique une lutte héroïquement inévitable entre deux groupes aux intérêts irréconciliables : exploités et exploités ».

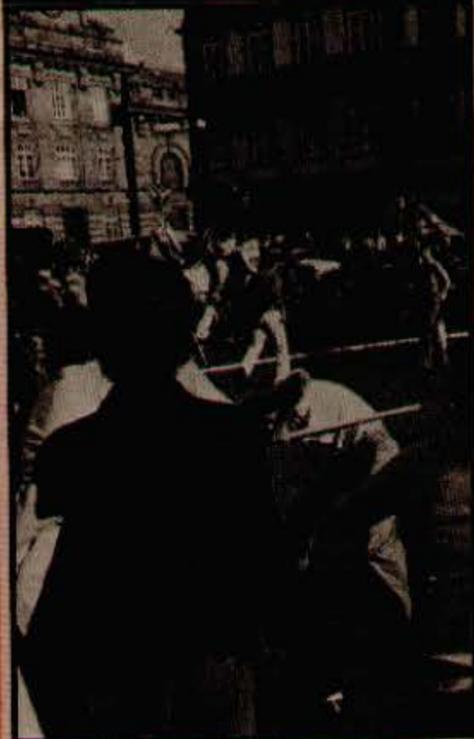
Et penses-tu que ces mouvements vont continuer ?

Le gouvernement est incapable d'offrir la moindre solution sur le plan économique. Juste avant de partir, on est retourné au syndicat du textile. On a rencontré un gars qui venait de rentrer au Portugal. Il travaillait à 135 kms de Porto dans une usine de lacets. Il nous a expliqué : « Le patron est parti. Ça fait trois mois qu'on n'a pas été payés. On va sans doute vendre nos lacets sur la place du marché »...

Et quelle peut-être la réponse du gouvernement ?

La seule réponse qu'il a été capable d'avancer, c'est la restriction du droit de grève, du droit de manifestation, du droit de réunion et de la liberté de la presse. C'est sa façon à lui de tirer le bilan de toutes ces luttes ouvrières qui ont eu lieu depuis le 25 avril...

DE L'OPPORTUNITE DE FAIRE LA GREVE



12 août 74 à Porto, le PCP matraque la manifestation du MRPP, appelée pour la libération de Sanchez, directeur de Luta Popular.

lu dans la presse du PCP

SUR LES FORMES DE LUTTE

« La complexité de la situation politique actuelle nous oblige à un examen attentif de l'efficacité et des conséquences multiples des formes de lutte à adopter. Il n'y a ni bonne ni mauvaise forme dans l'abstrait. Une forme de lutte peut être indiquée dans une situation donnée et déconseillée dans une autre.

L'utilisation de la grève dans la situation politique actuelle se discute beaucoup. Le PCP défend fermement le droit de grève. Il s'est battu pour que, dans la nouvelle législation, il soit le plus large possible. Il montre et il montrera aux travailleurs le chemin de la grève chaque fois que ce sera le meilleur pour la défense de leurs légitimes intérêts. Mais il souligne en même temps que, dans la situation politique complexe qui existe aujourd'hui et dans des circonstances bien déterminées, la grève peut constituer une grave erreur et même se transformer d'un instrument de défense des travailleurs en une arme qui soutient la réaction.

La réaction a profondément intérêt à fonder des revendications irréalistes, à approuver les problèmes des travailleurs pour entretenir le mécontentement et la protestation contre le gouvernement, contre les Forces Armées, contre la politique démocratique actuelle. La réaction a intérêt à créer une ambiance d'agitation et d'insécurité, qui serve de prétexte aux exigences d'un gouvernement fort de la droite ou même à la proclamation d'un état de siège.

D'où la nécessité de n'avoir recours à la grève qu'après avoir véritablement épuisé toutes les autres formes de lutte et, même dans ce cas, de ne le faire qu'après avoir examiné attentivement ses répercussions sociales et politiques. D'où une lutte

énergique contre l'activité de groupuscules qui, utilisant la menace et le chantage et refusant de respecter les formes démocratiques de consultation des intéressés, cherchent à imposer des grèves qui ne sont pas désirées par la masse des travailleurs. D'où la nécessité de combattre et d'isoler les éléments aventuristes ou provocateurs qui, sur la base d'une démagogie prenant appui sur des situations concrètes, cherchent à lancer des grèves inopportunes comme celle de la TAP, grèves qui acquièrent un caractère d'opposition politique au Gouvernement provisoire et au Mouvement des Forces armées ».

AVANTE, organe du PCP
Editorial du 6 septembre
intitulé : « Le sens des responsabilités »

SUR LA GREVE DU JOURNAL DU COMMERCE

«... Les revendications des travailleurs du « Journal du Commerce » contiennent une exigence que nous considérons comme secondaire et peu réaliste : la démission de l'agent du Monopole Quina, le fasciste Carlos Machado. (...) Objectivement les travailleurs du « Journal du Commerce » et des autres journaux qui, par solidarité, peuvent participer à la grève tendront à se transformer en jouet des forces de la réaction et du fascisme.

Camarades de classe ! Il faut dire courageusement :

— NON A LA CONTINUATION DE LA GREVE DU « JOURNAL DU COMMERCE ».

Il faut dire courageusement :
— NON A TOUTES LES MANIFESTATIONS, QUELLES QU'ELLES SOIENT DE SOLIDARITE QUI PRENNENT LA FORME D'UNE GREVE.

Lisbonne, le 4 septembre 1974
La cellule des Ouvriers Typographes du PCP

Mouvement des forces armées. Ceux qui ne respectent pas cette loi peuvent voir leurs journaux interdits. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé au MRPP dont l'organe Luta Popular a été interdit et les manifestations réformées. Les trois quotidiens du soir qui ont élevé des protestations à ce sujet ont été immédiatement suspendues conformément à la loi.

SUR LES DERNIERES LOIS RESTREIGNANT LES DROITS DE GREVE ET DE REUNION

« La conquête des droits de réunion, d'organisation, de parole, de grève, de manifestation, la dissolution des organes de pouvoir fasciste, la formation du Gouvernement provisoire avec la participation des partis démocratiques les plus représentatifs — et parmi eux, le PCP — sont de grandes victoires qui bientôt transformeront radicalement la situation politique de notre pays ».

Message du PCP
A la Fête de l'Humanité

« Les grèves de solidarité sont des formes de lutte d'une grande importance, auxquelles il faut recourir de façon extrêmement réfléchie, et non à la première sollicitation (...). La grève de solidarité des journaux est, de ce point de vue, inadéquate et inopportune (...). Vue la situation économique des journaux, défendre des acquis par le procédé de la grève peut conduire à faire le jeu des grands monopoles ».

Lisbonne, le 4 septembre 1974
L'organisation de Lisbonne des journalistes du PCP

SUR LA GREVE DE LA TAP (APRES L'INTERVENTION DE L'ARMEE)

« La cellule de la TAP du PCP avait dans son communiqué du 25 août publié une mise en garde contre les dangers que certaines actions conduites par des éléments aventuriers pouvaient faire courir aux travailleurs. Ces dangers viennent de se concrétiser avec l'intervention des Forces armées dans les services de la compagnie et l'assujettissement des travailleurs à la discipline militaire.

On ne peut en aucune façon accepter que des éléments ultra-gauchistes mettent en jeu les intérêts de tous les travailleurs. Il est urgent de démasquer et de dénoncer la responsabilité des aventuriers qui ont conduit à cette situation.

Alors que les négociations de l'ACT étaient dans une phase de progression, assurées d'entrer en vigueur avec des effets rétro-actifs depuis le mois de juillet 74, cette grève a pris un caractère nettement politique : et c'est objectivement celui d'une provocation. Elle est dirigée non seulement contre les intérêts de la plus grande partie des travailleurs de la TAP, mais contre ceux du peuple portugais en général.

En conduisant à un affrontement avec les Forces armées, qui risqueraient de compromettre leur alliance avec les masses travailleuses ; en sabotant l'économie nationale, les éléments aventuristes responsables du déclenchement de la grève étaient objectivement en train de faire le jeu des forces les plus réactionnaires (...).

En un moment d'allégresse nationale due à l'entrée dans les faits du processus de décolonisation et au retour de milliers de soldats au Portugal par voie aérienne, la situation existant à la TAP crée un contexte défavorable au bon déroulement des opérations. Le peuple portugais ne peut ni approuver ni tolérer cet état de choses.

Aussi, une fois de plus, la cellule de la TAP du PCP met en garde les travailleurs, en les appelant à démasquer les éléments responsables des manœuvres aventuristes, pour que soit maintenu un climat de sécurité et de discipline, évitant des incidents et des situations de choc avec les éléments des Forces armées, qui aggraveraient la situation.

QUE LES TRAVAILLEURS DISCUTENT ET DECIDENT DE REPUDIAR CETTE GREVE !

NON A DE NOUVELLES AVENTURES DE PROVOCATION !

POUR UNE NORMALISATION RAPIDE DE LA SITUATION A LA TAP.

Le 28 août 74
La cellule du PCP
TAP

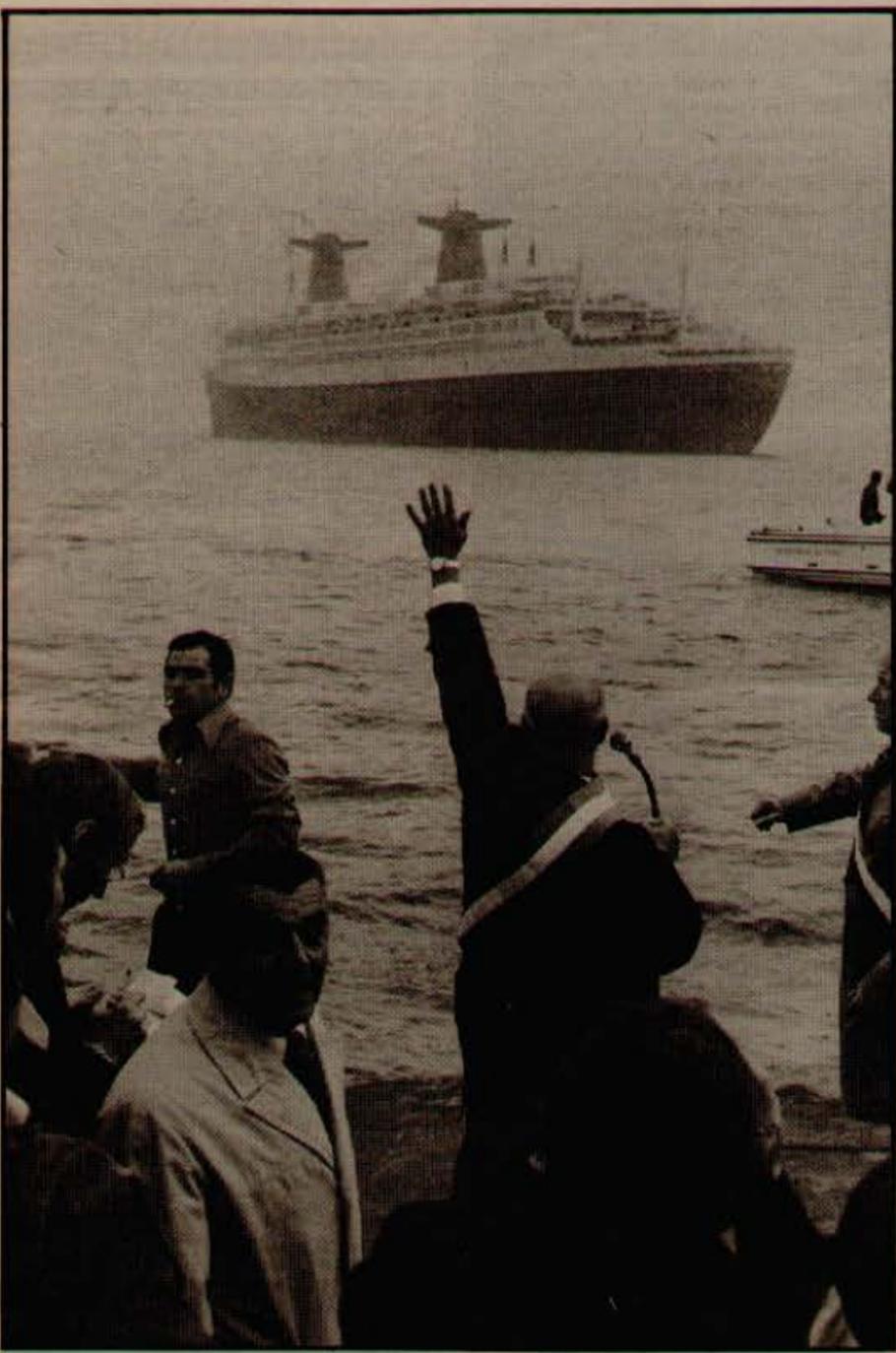
« DE GRANDES VICTOIRES »

- Le droit de grève a été reconnu au Portugal. A quelques réserves près...
 - la grève est interdite aux pompiers, aux militaires, aux magistrats et réglementée pour les fonctionnaires
 - les grèves politiques, religieuses ou de solidarité sont interdites
 - les occupations d'usines, les grèves-bouchons sont interdites
 - toute grève devra obligatoirement être précédée d'une période de négociation de 30 jours. Passé ce délai, en cas d'échec des négociations, la grève pourra démarrer... après un nouveau délai de 7 jours
 - le lock-out patronal est autorisé

organiseurs doivent demander par écrit l'autorisation de la faire aux autorités. S'ils n'obtiennent pas de réponse, c'est qu'elle est interdite. Pour être autorisée, il faut qu'elle ne porte pas atteinte au Mouvement des forces armées. Afin d'être parfaitement en règle, il faut en outre envoyer l'identité, le domicile et la profession de 3 personnes responsables, ainsi que le trajet de la manifestation et la liste exhaustive de ses mots d'ordre. Il n'est pas permis de manifester les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis avant 19 heures et le samedi avant midi. Par contre, le samedi après-midi et le dimanche sont pleinement disponibles. Toute manifestation peut bien entendu être interdite si elle est susceptible de gêner la circulation.

• Le droit de manifestation est également reconnu. Il est néanmoins codifié de façon assez précise : avant toute manifestation, les

• La liberté de la presse est assurée par une loi sur l'information. Cette loi défend néanmoins de publier tout ce qui peut porter atteinte au



luttons ouvrières

pour la défense de l'emploi

LE FRANCE

OCCUPÉ

SOLIDARITÉ !

La grève avec occupation du France entre aujourd'hui dans sa deuxième semaine. Le pouvoir qui tablait d'abord sur un découragement des marins, change maintenant d'attitude : menaces contre « les mutins », blocus total du navire par les gardes-côte. Répression qui n'épargne personne puisque le maire du Havre en personne fut refoulé en dehors des alentours du bateau.

LE FRANCE DESARMÉ ET LA CRISE DANS LA MARINE MARCHANDE

La solidarité qui s'est développée autour de ceux du France s'explique par la situation actuelle de la marine marchande française. Depuis 1960, 20.000 marins ont perdu leur emploi et n'ont pas été reclassés. Les armateurs évoquent alors la technique, la plus grande capacité des nouveaux pétroliers, remplaçant les anciens plus petits, mais qui faisaient vivre beaucoup plus d'hommes.

C'est dans ce contexte que Giscard veut faire désarmer le France. Cette tentative est considérée par les travailleurs de la marine marchande comme un coup de plus visant à réduire ses effectifs, « afin de rentabiliser ». Ce qui arrive aujourd'hui au France pourrait bien arriver demain à d'autres secteurs de la marine.

UNE OPERATION MENEÉ DE MAIN DE MAITRE

L'existence du France avait été remise en cause, il y a des mois. Mais c'est Giscard qui a voulu avoir l'honneur de la mise à mort. La riposte des marins a été immédiate. L'occupation a été méticuleusement préparée. Les « mutins » ont même été jusqu'à prévoir que les officiers pourraient se servir de leurs armes. Réponse du gouvernement : blocus par la police maritime. Cette mesure qui, certes, peut provoquer des difficultés de ravitaillement, n'a, en aucune manière, entamé le moral de l'équipage. Les relations avec la terre ne sont pas rompues. Une manifestation de solidarité extrêmement combattive a eu lieu le lundi 16 septembre au Havre.

D'autre part, le désarmement du France ne touche pas que les marins. La mise au chômage menace les blanchisseurs du Rouellier, c'est à dire deux cents femmes dont la société n'a qu'un

seul client : le France. Elle menace aussi des sédentaires de la Transat.

OU MENE LE REFORMISME EN MATIERE DE BATEAU

Curieuse réponse que celle du PCF et de la CGT au problème de l'emploi qu'a créé la tentative de désarmement du France.

« Il faut sauver le France, lieu privilégié où se nouent les affaires » déclarait Krasucki au Havre. Quant à la CGT-Transat, elle déclarait le 18 juillet : « désarmer le France, ce serait l'abandon d'un fond de commerce qui ferait perdre à la Compagnie une partie importante de sa renommée mondiale et à la France un excellent ambassadeur qui contribue à faire connaître notre pays et aussi à développer les échanges et à faire rentrer les devises ». Voilà qui s'appelle être plus royaliste que le roi.

Quant à la CFDT, elle s'engage dans une campagne contre la dénationalisation sans toutefois en expliquer le contenu de classe et en oubliant que le France est déjà nationalisé à 80 %

L'EXIGENCE, C'EST LA GARANTIE DE L'EMPLOI

Considérer le désarmement du France comme un crime parce qu'il fait partie du patrimoine national, voilà un aspect bien cocardier qui ne concerne pas les travailleurs. Ce navire sur lequel, des richards partent en virée ne fait guère partie du monde ouvrier.

Le problème de l'emploi est le seul vrai problème.

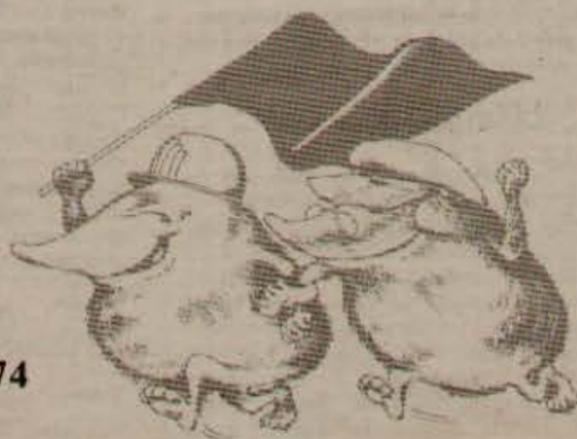
Il est insupportable que la Transat qui a exploité pendant des années les marins du France, qui s'est enrichie sur leur dos, les renvoie parce que ces messieurs ont découvert que le navire n'était pas rentable.

La première exigence doit être que chaque marin, chaque travailleur retrouve le même emploi avec le même salaire et les mêmes avantages. Ce qui signifie le refus de cesser l'occupation tant que tout le monde n'en aura pas en main la garantie écrite.

DEMANDEZ, LISEZ :

Brochure de la conférence ouvrière du Front Communiste Révolutionnaire et des groupes taupes rouges des 1.2.3. juin 74

3 Fr.





TITAN.CODER LE REFUS !

Le 16-9 dernier, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation de l'entreprise Titan-Coder, qui comprend trois centres de fabrication : à Marseille, Maubeuge et Villefranche et emploie 2700 travailleurs. Dès qu'ils ont appris cette décision, les travailleurs du groupe ont entrepris l'occupation de leurs lieux de travail pour une durée illimitée et décidé de s'opposer à la liquidation des biens de l'entreprise pour maintenir leur emploi.

L'entreprise Coder à St Marcel (un quartier de Marseille) n'était guère appelée à connaître son actuel développement. Entreprise familiale de fabrication de Charrois à la fin du siècle dernier, reconstruite sur les tas vers une production de matériel ferroviaire, elle n'aurait vraisemblablement été appelée à une expansion d'envergure s'il n'y avait eu la seconde guerre impérialiste.

LA RUEE VERS L'OR

En 1945, en effet, les transports en France sont très largement endommagés et le parc de wagons s'est considérablement amoindri, précisément à une époque où les besoins en véhicules de transport se sont accrus. Coder et quelques autres comprennent qu'il y a un marché apparemment illimité à saisir. A marche forcée, Coder constitue une entreprise de matériel de transport de marchandises, chemins de fer et routes. Il se spécialise dans la construction de wagons de tous types et de remorques et semi-remorques. L'évolution technique imposant de plus en plus de matériel en aluminium, il reconstruit un

important atelier de menuiserie en direction des entreprises du bâtiment. Mais à vouloir garder toutes les gammes initiales de sa production, il va, à partir des années 69 perdre la position forte qu'il avait jusqu'alors sur le marché. Car, d'une part, à cette date il perdra son principal facteur de développement : les commandes de l'administration, SNCF et Défense nationale. D'autre part, ses concurrents directs, Frangéco, Titan, Erlico, mais surtout les groupes américains Fruehauf et Trailor qui ont respectivement 20 et 30 % du marché national pour les remorques, vont le concurrencer de plus en plus durement. Coder doit se rendre à l'évidence : l'entreprise est à sa limite ultime.

L'ECHEC DE LA FUSION AVEC FRANGÉCO

Il va tenter de trouver un second souffle en opérant une fusion avec son principal concurrent sur le marché français, le groupe Frangéco. Mais cette tentative de fusion traîne en longueur alors que les affaires de Coder vont périclitant. A la fin de

l'année 73, l'accord passé entre les deux groupes se fait sous forme d'une location-gérance, Titan-Frangéco absorbant Coder :

— L'entreprise Frangéco est pour sa part une filiale de la société A.N.F. (Ateliers du Nord de la France), laquelle comprend différentes succursales parmi lesquelles les usines et aciéries de Sambre et Meuse et s'est spécialisée dans la fabrication de wagons, voitures et locomotives. Elle inclut par ailleurs une participation de 18 % de la Société des Wagons-lits.

— L'entreprise Coder recevra en 69, une aide de l'Etat pour renflouer ses affaires, de 30 millions de francs sous la forme d'un don sur la caisse du Premier ministre de 10 millions et de deux prêts de 10 millions chacun : l'un du FDES (Fond de développement économique et social), l'autre d'un pool bancaire.

Bien qu'en liquidation judiciaire, Coder bénéficiera à l'époque d'une ordonnance de 67 lui octroyant 3 ans de répit pour régler les dettes qu'elle a contractées.

UNE CROISSANCE FABULEUSE DES MEVENTES

A la fin de l'échéance, la situation de la trésorerie de Coder étant déficitaire, l'Etat lui impose un plan de sauvetage et lui alloue de nouveau une aide. Le processus de fusion avec le groupe Frangéco Titan est accéléré. Frangéco rachète les actifs immobiliers et le Fond Coder mais refuse de reprendre l'atelier de menuiserie du groupe, ne s'intéressant qu'au matériel routier et ferroviaire. A cette époque 300

travailleurs seront donc licenciés. Mais contrairement à toute attente la nouvelle entreprise loin de redresser sa situation financière, va péricliter à une allure accélérée :

2 raisons à cela :

— d'une part le marché des remorques et semi-remorques va considérablement s'amenuiser du fait des hausses du prix du carburant

— d'autre part les « incertitudes » que connaît la politique française (mort de Pompidou, éventualité d'une victoire de la gauche) n'inciteront pas les industriels à acheter des grosses quantités de matériel de transport.

Le coup de grâce sera donné par le gouvernement Chirac qui décide le 12 mai dernier un encadrement du début de l'année 74 jusqu'à la fin mai. Titan Coder enregistre une croissance fabuleuse de ses méventes qui passent de 35 à 65 %.

Pour parvenir à reprendre en main la situation, les patrons de Coder, n'auraient eu à leur disposition qu'une solution mais la combativité ouvrière est là, bloquant cette issue, licencier 1/3 du personnel pour rentabiliser à outrance l'entreprise, tentant de refuser l'affrontement direct, ils vont hésiter visiblement entre deux solutions vis-à-vis des travailleurs de Titan-Coder : soit faire traîner les choses en longueur et c'est ce que recouvre la pseudo « solution » Renault, soit prendre de vitesse les luttes ouvrières qui s'annoncent en licenciant massivement les travailleurs de Coder, en les obligeant à isoler leur lutte. Ces dernières semaines le pseudo « espoir » de la reprise par la Régie Renault de Titan Coder a illustré ce flottement. Le problème pour la bourgeoisie était de savoir dans combien de temps la lutte des travailleurs de Coder (qui n'aurait pas manqué de se déclencher après l'annonce de licenciements massifs) pourrait être retardée. Renault enregistrant des difficultés dans la vente de matériel routier, il est apparu que ce délai ne serait guère suffisant. C'est ce qui explique la décision du Tribunal de commerce de Paris.

NATIONALISATION SANS INDEMNISATION DE TITAN CODER !

Visiblement pris de court par le changement tactique de la bourgeoisie, les travailleurs ont connu un certain flottement lors des premières heures qui ont suivi la décision du tribunal.

Seuls des militants syndicaux se sont retrouvés dans le piquet d'occupation mis en place dans l'usine, les travailleurs ne venant que dans la matinée s'informer de l'évolution de la situation.

Il semble que néanmoins ces derniers jours, s'amorce une reprise en main collective de la lutte en fonction probablement d'un soutien qui s'est spontanément manifesté, notamment des marins du France qui ont envoyé du navire un message sur le Telex de l'usine de Saint-Marcel.

Le PCF pour sa part s'est engagé nationalement dans une bataille pour que soit trouvée une « solution française » pour Coder, dans la plus pure tradition chauvine.

C'est dans le cadre de cette politique nationale que le PCF et la direction de la CGT s'approprient à organiser une certaine mobilisation populaire. Celle-ci est conçue comme appui aux initiatives nationales et parlementaires du PCF. Tel est le sens de la montée sur Paris de 200 travailleurs de Coder Marseille dès jeudi soir.

Hors de la mobilisation préalable des travailleurs marseillais, cette montée sur Paris a peu de chances de modifier le rapport de forces, mais trouve son débouché dans les initiatives des élus de la gauche.

Pourtant, les possibilités existent de constituer sur la région un véritable front des luttes pour l'emploi.

Depuis deux ans, nombre de petites entreprises ont fermé. D'autres secteurs sont menacés. Les luttes, boîte par boîte, se sont soldées par des échecs.

La mobilisation ouvrière régionale autour de Coder peut seule dresser un barrage efficace contre la politique patronale. Coder peut devenir un symbole et un pôle de résistance pour la classe ouvrière marseillaise.

Seule l'édification dans la lutte d'un tel rapport de forces pourra empêcher les licenciements et le démantèlement, imposer la nationalisation sans indemnités ni rachat de l'entreprise.

OU EN SOMMES NOUS ?



Le 14 mars dernier, on avait l'impression qu'enfin quelque chose allait peut-être bouger dans la Fonction publique. Pour la première fois depuis 68, les fonctionnaires, les postiers, les personnels de santé, les enseignants, mais aussi l'ensemble du secteur nationalisé : gaziers, cheminots... étaient invités à manifester ensemble.

AVANT LA MORT DE POMPIDOU, QUELQUE CHOSE SEMBLAIT S'ETRE MIS EN MARCHÉ...

Pour la première fois les directions syndicales posaient le problème de l'unité de la lutte des trois millions d'agents de l'Etat contre la politique salariale commune qui leur était appliquée.

Cette manifestation venait longtemps après la grève du 11 octobre 73, puis les grèves tournantes de novembre, puis la grève générale du 6 décembre. Mais quelque chose semblait s'être mis en marche : des sections, des syndicats même, parlaient de grèves de 24 heures reconductibles jusqu'à satisfaction.

Et puis Pompidou est mort... et l'on a attendu sagement qu'un nouveau président soit élu.

Au mois de juin, s'est produit un épisode qui a pu étonner certains : avec précipitation et dans une magnifique unité, la CGT, la CFDT, FO, la Fen, la C'GC et les autonomes ont menacé de lancer un mot d'ordre de grève pour le 11 juin. En fait, sans l'avoir fait savoir à leur base, les directions syndicales disposaient d'informations selon lesquelles des augmentations salariales étaient prévues par le gouvernement. Soucieuses de les faire apparaître

comme le résultat de leur action, elles ont lancé l'idée d'une grève. Elles ont bien entendu annulé ce mot d'ordre dès que les augmentations ont été annoncées publiquement...

LES NEGOCIATIONS ? ELLES ONT DEJA EU LIEU

Séguy, dans son discours de rentrée au Palais des Sports, a mis en évidence la dégradation de la situation dans la Fonction publique : alors que l'indice des prix CGT fait apparaître une hausse de 18 % pour 74, « les fonctionnaires n'auront pas plus de 13,15 % d'augmentation, les cheminots pas plus de 13,50 % ».

Lors de la dernière augmentation du SMIC, il a fallu créer une indemnité spéciale dans la Fonction publique pour que certains agents ne se retrouvent pas payés en dessous du SMIC !!!

Par contre, ce que Séguy n'a pas dit, c'est que la perspective de négociations systématiques sur laquelle était centré tout son discours, ne s'appliquait pas du tout à la FP. Parce que, dans la FP, elles ont déjà eu lieu, en juin et en juillet et les résultats, on les connaît déjà : la CGT

et la CFDT ont refusé de signer le contrat issu de ces négociations.

Alors, la conséquence logique de ce refus de signature, ce doit être la préparation immédiate de l'action. Bien sûr, la situation n'est plus celle du printemps :

— l'attentisme qui existe de façon générale, se manifeste aussi dans la Fonction publique.

— les miesses obtenues en juin, juillet, septembre, novembre donnent lieu à des rappels sur les feuilles de paye chaque fin de mois et bernet une partie des travailleurs.

— la lutte ne sera pas unitaire, FO et la FEN ayant capitulé et accepté de signer.

Bien sûr, la remobilisation passera par des luttes locales sur les conditions de travail, les problèmes particuliers, les catégories...

Mais sur le problème des salaires, la lutte ne peut être que nationale : aussi, c'est tout de suite qu'une orientation doit être donnée pour que les mobilisations locales puissent s'intégrer dans cette perspective.

Et cette perspective ne peut être que la grève jusqu'à satisfaction. Seule cette forme

d'action peut permettre de gagner ; sur ce point, rien n'a changé depuis six mois !

1500 F MINIMUM, AUGMENTATION EGALE POUR TOUS !

Enfin le problème des mots d'ordre doit être à nouveau posé. La dernière plateforme mise en avant par la CGT et la CFDT comportait des éléments positifs :

— pas de salaires inférieurs à 1500 F
— progression du pouvoir d'achat par 3 % d'augmentation diversifiée (soit 10 points !)

— échelle mobile
— 200 F pour tous à titre d'acompte, à valoir sur la remise en ordre de la grille des rémunérations. Mais seuls les militants chevronnés peuvent la comprendre et en saisir toutes les subtilités. C'est que retient la grande masse du personnel, c'est 1500 F minimum et augmentation égale.

Alors, pour les 1500 F minimum, les 40 points pour tous (soit 300 F), l'échelle mobile.

préparons la grève jusqu'à satisfaction !

Sécurité sociale LE TOUR DE PASSE-PASSE !

Décidément Giscard ne cessera pas de nous surprendre. Après la majorité à 18 ans, la pilule, le divorce, le voici qui offre généreusement à tous les Français le droit à la Sécurité sociale. La « transformation de la société française » va donc bon train. D'autant qu'elle ne coûte rien à l'Etat et que ce sont les travailleurs qui en feront les frais. Car derrière une mesure libérale se profile une atteinte directe contre les droits acquis des travailleurs.

La mesure libérale, c'est la généralisation du droit aux assurances sociales. La bourgeoisie française l'accorde avec neuf ans de retard sur son calendrier à ceux qui en étaient encore dépourvus : les jeunes à la recherche d'un premier emploi, les femmes des appelés, les veuves... Ils pourront notamment être remboursés de leurs frais de maladie sans avoir jamais cotisé.

Mais ce n'est que la première partie du projet. Il en existe une seconde qui vise à créer une compensation financière entre les différents régimes d'assurances (Cf. notice 1). Il s'agit de trouver quatre milliards de francs pour financer les régimes en déficit (mineurs, cheminots, artisans, commerçants, salariés agricoles, exploitants agricoles). Au lieu que l'Etat prenne en charge intégralement ce déficit, c'est le régime général qui devra le supporter. Moyennant quoi, l'Etat versera, en

1975, quatre milliards au régime général, grâce à une augmentation de la taxe sur les alcools.

Ce tour de passe-passe peut paraître curieux. Il a pourtant un sens très clair. L'Etat ne s'engage pas à financer le régime en déficit. Il ne s'engage qu'à aider le régime général à financer le déficit en 1975. Et en 1976 ? Au train où va l'inflation, les charges augmenteront. L'aide de l'Etat aussi ? Motus sur cette question, le court terme avant tout. Sauf que... Durafor a précisé un peu les choses. Il a dit que pour les années à venir « l'on tiendra compte de la faculté contributive des cotisants ». Une manière de préciser que les cotisations seront augmentées.

Les travailleurs n'ont aucune confiance à faire à l'Etat. Voilà trente ans que la bourgeoisie française essaie, par la bande, de remettre en cause leurs droits acquis. En 1967, les ordonnances (cf. notice 2) ont

imposé une « rationalisation » de la gestion pour aboutir à l'équilibre financier, ainsi que la remise en cause de la gestion des caisses par les travailleurs eux-mêmes. L'année dernière, le régime général a dû verser directement 1,7 milliard aux régimes en déficit, par le biais d'une avance, transformée... en subvention. Aujourd'hui, alors même que les prestations ne suivent pas le rythme de l'inflation, notamment les allocations familiales, l'Etat voudrait faire supporter aux travailleurs les charges des régimes déficitaires.

NOTICE 1

Il existe plusieurs régimes d'assurances sociales :

1) Le régime général des salariés :

C'est le seul régime qui connaît un excédent. L'Etat oblige, sous forme de transferts divers, à reverser 18 milliards de francs au budget.

2) Le régime des agriculteurs :

C'est un régime particulier, tant pour les salariés que pour les exploitants. Sauf que ces derniers financent une mutuelle privée pour l'assurance maladie.

3) Le régime des travailleurs indépendants :

Ils sont, paraît-il, déficitaires. Mais quand on sait que les déclarations fiscales des gros commerçants et des industriels (sur lesquelles sont basées les cotisations) représentent de 25 à 30 % de leurs revenus réels, on comprend la cause du déficit...

4) Les régimes spéciaux :

Ce sont des régimes structurellement déficitaires pour des métiers tels que les cheminots ou les mineurs.

NOTICE 2

LES ORDONNANCES DE 1967

Elles ont eu pour effet :

1) d'accélérer les charges financières des travailleurs par :

- une augmentation du ticket modérateur,
- une augmentation du taux de cotisation.

2) d'enlever aux travailleurs la gestion des caisses par :

- une gestion dite « paritaire » entre les patrons et les organisations syndicales,
- l'obligation de respecter des normes d'équilibre financier imposées par l'Etat.



Rhône-Progil Pont-de-Claix

LA GREVE DE L'ENTRETIEN A DONNE LE COUP D'ENVOI

L'image de Rhône-Progil a bien changé ! Il y a encore quelques années l'usine Pont-de-Claix avait mauvaise réputation : une usine peu combative, avec des organisations faibles et divisées. En 68 par exemple l'entreprise avait été à l'arrière-garde du mouvement ; en fait c'est contraints et forcés que les travailleurs avaient arrêté la production. Le résultat, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater : les avantages, les salaires, les conditions de travail y sont inférieurs à ceux d'autres entreprises de la branche et en particulier ceux de Rhône-Poulenc Roussillon.

DEPUIS 68 QUELQUE CHOSE S'EST PRODUIT

A Pont-de-Claix, le réveil de la classe ouvrière a pris la forme d'une multiplication de conflits sectoriels et de grèves de 32 H d'ensemble. Mais c'est surtout depuis l'hiver dernier que Rhône-Progil change de réputation : une vitesse supplémentaire est passée.

La première chose importante qui se produit, c'est le développement de l'unité in-

tersyndicale (C.G.T.-C.F.D.T.) : les divisions sont surmontées, la réaction est unanime. « Ils ne se tirent plus dans les pattes, c'est une bonne chose ». Ce sentiment est à ce point ancré qu'une désapprobation générale se produit quand L.O. scissionne la C.G.T. pour créer F.O.

En même temps la vie syndicale renait : les délégués prennent leurs heures et parfois plus, circulent dans les ateliers en permanence, organisent des discussions dans les équipes, consultent les travailleurs sur les revendications.

Non seulement l'intersyndicale (C.G.T.-C.F.D.T. est) présente partout ; mais des débats se développent dans les organisations syndicales, et notamment dans la commission exécutive de la C.G.T. qui vote sur chaque question importante.

Les résultats ne se font pas attendre...

UNE CASCADE DE LUTTES DEPUIS L'HIVER DERNIER

C'est d'abord la Centrale qui part en lutte. La grève a débouché sur une demi-victoire mais elle a redonné confiance. En mars, c'est le tour de l'atelier de Phac. La direction cède. Au mois de mai, Phac remet ça sur d'autres revendications, entraînant la chaîne chloré à sa suite. En juin le mouvement s'étend à l'atelier P.B.U., au groupe 7. La direction menace de lock-out et cède finalement sur la moitié de ce qui était demandé en matière de classifications.

La lutte de classe n'est pas comme une irruption de bouillons ou un coup de fièvre : au

contraire, elle se maîtrise, elle se prépare. C'est l'analyse que font les organisations syndicales à la fin du mois de juin : « Plutôt que de gaspiller et de perdre des forces durant les vacances, adressons un ultimatum à la direction pour le 15 septembre. Pendant ce temps tirons ensemble le bilan de la baisse des cadences des mois de mai-juin, élaborons une tactique efficace pour arracher le reste de nos revendications ».

Dans les ateliers ces propositions sont accueillies avec un certain scepticisme : le 15 septembre, c'est loin. Le mouvement va peut-être être enterré. De fait plusieurs débrayages se sont succédés pendant l'été : la C.E.V. à la mi-juillet, les labos P.B.U., Kühlman, puis le service électrique. Le patron est prévenu que malgré les congés, les travailleurs ne sont pas démobilisés. La pression n'a pas baissé durant les vacances. La rentrée pourra s'engager dans de bonnes conditions.

OHMIC BURNS

LA RENTREE COMMENCE PAR UNE VICTOIRE

Interview d'un délégué du personnel CFDT

Une entreprise de matériel électrique, 500 personnes dont 80 % de femmes. En 5 jours de grève ils ont décroché 140 F d'augmentation pour tous.

■ Peux-tu rappeler pour commencer quels sont les syndicats dans l'entreprise ?

Il y a la C.F.D.T. qui représente 80 % des syndiqués et la C.G.T. On peut dire qu'elles travaillent la main dans la main. Avant chaque réunion avec la direction, avant chaque action, on se met d'accord sur ce que l'on va exiger. Après un débat, la C.G.T. a adopté comme la C.F.D.T. les augmentations uniformes et elle les défend face à la direction.

■ Pourquoi la grève est-elle partie dès le début du mois de septembre ?

En fait elle couvait depuis le mois de juin. Dès ce moment-là nous réclamions une augmentation de 100 F. En juillet, vu le coût de la vie nous avons demandé 200 F pour septembre. La direction est restée dans le vague. Alors, dès la fin du mois de juillet, en réunion de bureau syndical, nous avons planifié des réunions par secteur de l'entreprise pour sensibiliser le personnel sur les 200 F et connaître la combativité. On pensait entamer un mouvement à la mi-octobre. Des tracts étaient déjà ronéotés, quand le P.D.G. américain a convoqué les délégués pour leur annoncer 2,5 % d'augmentation en plus des 40 F déjà prévus pour septembre.

Mais cette tentative de nous prendre à contre-pied a échoué, le personnel voulait plus que cela. La grève a été décidée.

■ Et comment étaient prises les décisions de ce genre ?

C'est l'Assemblée générale qui votait à main levée pour la mise en place du piquet ou pour le fait de reconduire la grève chaque matin.

■ La grève avait démarré sur 200 F uniformes, pourquoi avoir ensuite négocié sur la base de 150 F deux jours après le début de la grève ?

Nous avons longuement discuté ce problème. La direction nous semblait bloquée et refusait de négocier sur la base de 200 F. Nous pensions par ailleurs que le personnel n'était pas prêt à se lancer dans une grève dure car il était fauché (impôt, rentrée de vacances...). Nous avons sous-estimé la combativité. Cependant cette décision a été votée par l'Assemblée générale.

■ Il a fallu attendre 3 jours pour que se mette en place le piquet de grève. Comment l'expliques-tu ?

Il ne restait que 100 personnes à

travailler, et dans des secteurs relativement marginaux (le labo, les cadres, et un atelier qui tournait à une vingtaine de filles : nous pensions que les pièces ne pouvaient sortir de l'usine).

En fait, c'est quand nous nous sommes aperçus qu'elles pouvaient sortir, que nous avons senti la nécessité du piquet. D'abord c'est à une quarantaine (délégués et grévistes présents) que nous avons décidé de faire un piquet. Mais il dû être levé car il n'y avait pas assez de forces. Le lendemain la décision a été prise en A.G. et dès l'après-midi, quand un camion est venu chercher les pièces, nous avons tenu le piquet.

■ Comment ont réagi les différentes catégories du personnel ?

Certains cadres non grévistes étaient de tout cœur avec nous mais n'osaient pas faire le pas. Ils ont été contents que nous mettions en place un piquet de grève. Cela leur donnait un alibi. La direction a essayé de faire rentrer les professionnels en leur donnant plus de 150 F et en donnant 130 F aux O.S. Mais les professionnels sont restés solidaires et ont voté la continuation de la grève. C'est très important cette unité.

Nous avons aussi distribué un tract aux non-grévistes. Une dizaine nous ont d'ailleurs rejoints.

■ Comment avez-vous essayé de faire participer le maximum de travailleurs à la grève ?

Ce qui a le mieux marché c'est la commission piquet de grève. Les noms étaient

notés et chaque matin les membres du piquet de grève étaient pointés. Des équipes étaient organisées. La commission de popularisation avait commencé à distribuer des tracts dans les entreprises avoisinantes.

■ Finalement qu'avez-vous obtenu ?

Au bout de 5 jours la direction a lâché 140 F d'augmentation uniforme. L'A.G. a voté la reprise. Cette augmentation porte l'accroissement des salaires à 30 % sur 9 mois pour les O.S. Par ailleurs nous avons obtenu que la direction s'engage par écrit à n'entamer aucune procédure judiciaire pour le piquet de grève (elle avait fait venir un huissier) et qu'aucune sanction ne soit prise pour fait de grève. C'est important car la prochaine fois nous serons encore plus nombreux aux piquets de grève.

LETTRE OUVERTE AU PERSONNEL NON GREVISTE VOUS N'ETES PAS EN GREVE ?

Vous travaillez pour une direction qui ne vous paie qu'à peine au dessus du SMIC, pour les OS et pas à votre juste valeur pour les autres.

Ce qui fait la réussite d'une grève, c'est son unité, la masse qui forme bloc face à une direction qui elle est forcément unie car très réduite en nombre.

Les grévistes vous ont déjà apporté plus que vous-mêmes n'osiez l'espérer au début du conflit.

Vous empêchez les grévistes d'avoir satisfaction en étant au travail. Vous allez contre votre propre intérêt en travaillant.

N'écoutez pas vos chefs qui vous disent de ne pas faire grève. Eux ont choisi leur camp, rejoignez le nôtre.

Ils sont les chiens de garde de la direction, n'en soyez pas les moutons.

JAMAIS A PROGIL ON N'AVAIT VU TANT DE MONDE AU PIQUET

La rentrée commence par une grève de l'entretien. Très largement suivie, elle ne dure que deux jours. Le but n'est pas en effet qu'un service s'engage seul dans une bataille au finish. Il faut tout faire pour élargir la lutte et lui donner le maximum d'efficacité :

— en étendant le mouvement à tous (postes, journaliers, employés)

— en durcissant les piquets pour interdire l'entrée de l'usine aux jaunes et aux entreprises extérieures.

Dès ce moment, se multiplient les assemblées-générales d'atelier, de secteur, de postes, de journaliers, pour discuter de quelle façon et sur quelles revendications partir en bagarre.

De grosses discussions ont lieu sur la grille unique proposée par les syndicats, les 300 F pour tous, les formes de lutte. On décide pour commencer une grève de 32 heures le 18 septembre, jour de la réunion paritaire entre les syndicats et les patrons de la chimie. Pourquoi une « 32 heures » ? Pour que grâce à une grève bien menée l'ensemble des gars reprenne confiance, et pour montrer à la direction qu'on est capable, si on veut, de tout arrêter.

Dès 3 heures du matin le mercredi 18, des piquets de grève se mettent en place qui interdisent l'entrée des deux côtés de l'usine. Ils sont très massifs : il y a même plus de participants qu'aux piquets en 68 ! Ni la maîtrise, ni les ingénieurs ne peuvent rentrer. La grève est tout-à-fait réussie.



PREPARER LA SUITE

La semaine prochaine est prévue une réunion Rhône-Progil à Paris le 25 septembre.

Le lendemain une réunion de délégués du personnel est prévue à Pont-de-laix. Il s'agit dès maintenant pour ce moment-là de se préparer à un mouvement beaucoup plus dur.

le 18 septembre
Correspondant Progil

PRODILOG : « LA TRADITION DES PATRONS RECLERA DEVANT LA LUTTE SYNDICALE »

■ Au retour des vacances, le personnel de Prodilog a été informé que le nombre de licenciements prévus par la direction était porté à 400, soit un travailleur sur deux sur le carreau. La décision a été prise pour des raisons financières par les administrateurs d'un trust international, la C.O.G.E.F.A.R. : ils ont froidement décidé de refuser les investissements qui auraient permis d'assurer un chantier qui garantirait l'emploi de tout le personnel au moins jusqu'en 1976.

Les deux sections C.G.T. et C.F.D.T. qui ont formé un comité unitaire Prodilog déclarent :

« Il serait scandaleux de licencier 400 travailleurs de l'entreprise, alors que la crise du logement social n'est pas encore résolue (...) »

La direction est seule responsable de la situation actuelle. C'est à elle de trouver une solution (...)

Nous nous battons pour la stabilité de l'emploi. Nous refusons d'être des pions que l'on déplace d'une entreprise à l'autre, sans respect de la volonté des travailleurs qui, à la fin d'un chantier, sont « remerciés » par des licenciements.

Nous ne dirons pas comme nos grands parents : « dans le bâtiment, c'est comme ça, c'est la tradition ».

La tradition des grands patrons reculera devant la lutte syndicale permanente et unitaire.

Non aux licenciements.

le 13 septembre
Comité unitaire C.G.T.-C.F.D.T.

BISCUITERIES « ALSACIENNE »

■ Aux biscuiteries Alsacienne à Calais, une grève de 24 heures eut lieu le 17 septembre, suivie par 99 % du personnel de fabrication (les cadres n'ont pas suivi le mouvement). Les grévistes ont d'ailleurs décidé de poursuivre leur mouvement revendicatif.

Lundi, une délégation conduite par M. Claude LENGLET, secrétaire du comité d'établissement et Marcel PAUCHET, délégué syndical CGT, était reçue par la direction de l'usine de Calais. Cette délégation enregistrera un refus de la direction de satisfaire les revendications des travailleurs de l'usine. Après quoi, devant cette intransigeance, les délégués ont demandé à rencontrer M. DOGNIEN, directeur de fabrication Alsacienne Biscuits France.

En attendant, les travailleurs (350 dont 200 femmes) ont décidé la reprise de la grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications qui sont :

— Réajustement du coût de la vie, 5 % au 1^{er} septembre

— alignement des salaires sur Alsacienne Paris (grille de rattrapage)

— remise en place des coefficients de la grille en conséquence du tarif d'embauche

— prime trajet égale à Alsacienne Paris au 1^{er} septembre

— prime vacances

— paiement d'une heure par mois au personnel pour lui permettre d'assister aux assemblées syndicales.

Peugeot-Montbéliard LES TRAVAILLEURS DE L'A.R.S. EN GREVE REPARENT GRATUITEMENT LES VOITURES

Scène inhabituelle depuis une semaine à Montbéliard : à deux pas de la porte principale de Peugeot-Sochaux, sur le parking de l'A.R.S., banderoles, sonos, panneaux lancent un défi au fringant lion qui impose sa loi sur le pays de Montbéliard. Après la grève victorieuse des travailleurs immigrés des cycles de Beaulieu, 300 travailleurs donnent le signal de la lutte.

L'A.R.S. est l'agence réparation-service qui comporte à la fois le service réparations de Peugeot et un service de distribution d'essence ; l'agence est sous la direction de l'ensemble de la société Peugeot, un seul syndicat dans l'entreprise : F.O.

Depuis plusieurs mois, les tôliers de l'A.R.S. demandaient une augmentation de salaires et une révision de la classification.

En effet un mécanicien O.S. 2 titulaire du C.A.P. ne gagne que 1380 F : quand on sait que 60 % des mécaniciens titulaires du C.A.P. sont pourtant classés O.S., on voit qu'en règle générale les ouvriers qui effectuent un travail de professionnel gagnent moins de 1400 F ! ... Par contre leur travail est facturé 38 F de l'heure au client ! Devant les tergiversations et les refus de discuter de la direction, dès la rentrée l'action démarre. Le jeudi 5 les tôliers débrayent une heure : mécanos et électriciens se joignent à eux. Le lendemain, nouveau débrayage d'une heure auquel se joignent aussi ceux de la peinture, et accessoires d'importation. Après une entrevue qui ne donne rien, le 10 à 7 h du matin tous les ateliers débrayent pour :

— un rattrapage des salaires uniforme de 120 F

— une révision des classifications.

Seul le service de distribution d'essence n'entre pas en grève, le réfectoire est occupé et une première manifestation traverse Montbéliard.

LA DIRECTION MENACE

La direction ulcérée de voir que cet atelier qui en 68 même n'avait pratiquement pas bougé, qui n'était jamais descendu dans la rue, et dans lequel le seul syndicat est F.O., se met en grève, commence immédiatement toutes les manœuvres d'intimidation et de menaces dont elle est capable et coutumière : visites au domicile de certains membres du personnel, lettres, chantage sur le thème « vous laissez tomber les clients »... Mais les ouvriers ne cèdent pas. Contrairement à celui de Sochaux, le syndicat F.O. de l'A.R.S. ne semble pas prêt à se laisser bercer par les sirènes de la concertation et de la collaboration de classe. Il y a quelques mois d'ailleurs les travailleurs ont remplacé un délégué syndical qui avait trop de goût pour les rapports discrets avec la direction.

LES GREVISTES PASSENT A UN NIVEAU SUPERIEUR

Aussi devant les offres ridicules de cette dernière — 0,2 et 0,15 F horaire de plus — les grévistes passent lundi 15 à un stade supérieur : ils organisent la solidarité sur toutes les usines Peugeot du pays de Montbéliard et sur les autres en-

treprises de la région, ils distribuent des tracts et organisent des collectes. De plus reprenant l'exemple des garagistes de Lorient, ils décident de faire des réparations gratuites pour s'attirer la sympathie et le soutien de l'ensemble de la population.

UNE ANNEE MOUVEMENTEE !

L'année pourrait bien être mouvementée pour ce patronat de choc qui a cru écraser et encadrer les ouvriers par la C.F.T. Cette direction qui souffrant encore un peu de la crise de l'automobile avait fait en 1973 20 000 F de profits sur chaque salaire, embauche à Sochaux, Mulhouse et bien sûr aux Cycles, secteur en pleine ex-

pansion du fait de la crise de l'énergie. Après avoir renvoyé des Yougoslaves à Noël, elle a fait venir pour Sochaux des Italiens en particulier ; mais venus de R.F.A., à peine arrivés, ils ont commencé à « remuer » quand ils ont vu leurs feuilles de paye.

En carrosserie, en bout de chaîne, les travailleurs ont organisé des débrayages la semaine dernière... Le temps de la « paix sociale » semble être terminé.

Le 16-9-74
Correspondant

Solidarité Peugeot
C.C.P. Dijon n° 1279. 61 « Soutien aux grévistes de l'A.R.S. »





LE «MATONAJE»

La chasse aux sorcières s'est amplifiée en Argentine après la mort du bonaparte Peron, accélérant la rupture au sein du mouvement péroniste.

Cette vague de Mac Carthysme sanglant est mise en œuvre non seulement par les forces de répression traditionnelles (police) mais surtout par les organisations de l'extrême-droite péroniste, les C.N.U. et les commandos de « Organización » manipulés depuis les allées du pouvoir.

Cette répression s'articule dans le mouvement ouvrier autour de la bureaucratie syndicale et ses hommes de main, les « matones » (tueurs en français).

Aucun secteur de la gauche péroniste, stalinienne ou révolutionnaire, n'est à l'abri. Les militants les plus combattifs de la classe ouvrière tombent régulièrement sous les balles et les coups des bourreaux.

La terreur blanche a franchi un nouveau pas avec l'assassinat du député de la gauche péroniste Ortega Pena qui avait rejoint au début de l'été le Front Antiimpérialiste pour le Socialisme impulsé par le P.R.T. de M. Santucho.

Mais cet activisme de l'extrême-droite n'est que le reflet de la grave crise que traverse le régime péroniste incapable d'endiguer les vagues croissantes de la combativité ouvrière et dont l'apparente unité commence à se lézarder.

UNE GENERATION NEE DES LUTES

Il y a 5 ans, l'explosion du Cordobazo en mai 69 marquait le début d'une série de luttes de la classe ouvrière qui réduisait bientôt à néant les projets réorganisateurs de la junte militaire, installée au pouvoir depuis 1966.

Le développement même des contradictions de la formation sociale argentine, la répercussion des processus révolutionnaires continentaux et internationaux et surtout l'accumulation des expériences par la multiplication des luttes ont modelé une nouvelle génération de militants ouvriers en Argentine.

En l'absence d'un pôle révolutionnaire, capable d'offrir une réponse politique et un débouché organisationnel à ces milliers d'activistes, cette nouvelle avant-garde large s'est reconstruite dans l'aile gauche du péronisme, son organisation de jeunesse (Juventud Peronista, J.P.) et ses groupes armés (F.A.P., Montoneros)

ETAT FORT

Alors que la faillite des militaires pour contenir l'essor de la combativité du prolétariat argentin devenait patent, la bourgeoisie pour éviter un affrontement décisif auquel elle n'était

pas préparée eut recours au vieil homme Juan Peron. Ce fut le sens de l'opération dite du Gran Acuerdo Nacional qui ramena les péronistes au pouvoir.

Il s'agit dès lors pour Péron de préparer la marche vers l'Etat fort en Argentine et de transformer l'appareil d'Etat pour lui permettre d'affronter victorieusement l'explosivité des luttes de classes. Car à ce moment où les forces armées sont encore trop affaiblies politiquement — conséquence de leurs sept années de dictature — pour mener à bien cette opération, J. Peron était la seule carte de la bourgeoisie argentine ; car disposant d'un poids certain au sein du mouvement de masse, il pouvait espérer diriger ce processus en limitant au maximum les frictions inévitables avec les travailleurs galvanisés par leur « victoire » contre la dictature de Lanusse.

GOVERNEMENT FAIBLE

Cette politique a marqué des points dans le domaine institutionnel et policier (vote de législation anti-grève, révocation des gouverneurs provinciaux de Cordoba et de Buenos-Aires, suspectés de sympathie pour la gauche péroniste ; renforcement de l'appareil répressif par la collaboration entre la police et la bureaucratie syndicale).

Mais ces succès « institutionnels » de l'équipe au pouvoir ont été contrebalancés par l'usure politique et le rétrécissement de la base sociale du régime.

Le 1^{er} Mai, alors que dans son discours PERON commence à insulter la gauche péroniste, 60.000 jeunes, mettant devant le fait accompli leurs directions qui tergiversaient, quittent la place. Pour la première fois, la base du mouvement péroniste de gauche débordait ses directrices conciliatrices et leur tactique étagée d'alliance avec la bourgeoisie.

UN NOUVEAU PALIER DANS LES LUTES

Cette rupture consommée entre la gauche péroniste et le régime intervient alors que se développe une nouvelle vague de luttes ouvrières. Par l'occupation des usines, le contrôle des

cadences (IKA Renault), l'élargissement des conflits et leur popularisation, par la mise en œuvre de l'autodéfense contre la police et les « matones » syndicaux, les travailleurs argentins montrent qu'ils n'ont rien oublié des expériences passées. La classe ouvrière argentine commence à forger son unité contre le régime péroniste en luttant contre le Pacte social impulsé par le Ministre de l'Economie, Gelbard.

Après quelques mois d'expectative suivant le retour de Peron, la classe ouvrière repartait à l'assaut.

A Cordoba, le courant « Clasista » a repris à la droite péroniste la direction du syndicat de l'automobile (SMATA) qui regroupe 18.000 travailleurs. Le même processus s'est engagé dans l'un des principaux complexes métallurgiques du pays à Villa Constitucion ou à la centrale sucrière Ledesna de Juguy où la gauche dirige le syndicat.

UNE BOURGEOISIE DIVISEE

Cette offensive ouvrière se développe alors que la mort prématurée de Peron laisse son projet de construction d'un Etat fort inachevé. Face à la combativité ouvrière et la faillite de la dictature militaire, l'ensemble de la bourgeoisie argentine s'était réunifiée derrière le vieillard providentiel ; mais son incapacité à contenir durablement l'essor des luttes pour permettre une relance économique a fait voler en éclats ce masque unitaire. Le front uni de la bourgeoisie se craquèle. Le premier coup a été porté avant la mort de Peron, par une offensive de l'oligarchie terrienne et de ses organisations syndicales (CARBAP, Sociedad Puntal). Forts du poids que représente l'agriculture argentine dans le commerce extérieur et donc la rentrée de devises, les riches propriétaires de la « Pampa horrida » manifestent contre le blocage du prix de la viande et exigent la démission de l'adjoint de Gelbard, Giberti.

Gelbard tentait de concilier les intérêts de la bourgeoisie la plus monopoliste, directement liée à l'impérialisme et ceux des secteurs monopolistes représentés par la CGE dont il fut le président. La pierre angulaire d'un tel projet dépendait étroitement de la capacité de Peron à faire accepter à la classe ouvrière argentine une politique de sacrifices pour la reconstruction nationale. Tel était l'enjeu du « Pacte social » signé par Gelbard et la bureaucratie syndicale.

Mais l'offensive déclenchée depuis mai par la classe ouvrière argentine a fait voler en éclats cette politique de collaboration de classes et chaque secteur de la bourgeoisie tente de tirer à lui la couverture.

La bataille entre les « libéraux » et les « ultras » du péronisme regroupés

autour du Ministre du Bien-être social Lopez REGA, fait rage autour des dépouilles mortelles.

L'irrésistible montée ouvrière ne se laissera pas intimider par le terrorisme des secteurs droitiers d'un péronisme décomposé. Face à la crise sociale, la bourgeoisie argentine tente de gagner du temps.

- par une politique de relance de la démagogie anti-impérialiste (nationalisation de l'industrie pétrolière),

- par l'octroi de quelques concessions (14^e mois de salaire) qui, vue l'inflation, ne lui coûtent pas cher,

- par l'intimidation légale (application du code pénal aux conflits revendicatifs) et illégale (terrorisme des organisations d'extrême-droite péronistes).

QUARANTE MORTS EN CINQUANTE JOURS

La bourgeoisie argentine ne cherche même plus à sauver les apparences, personne n'ignore que Lopez REGA possède ses propres commandos armés ni que le Commando d'Organisation est dirigé par le député Brito LIMA. Cette couverture politique leur permet d'assassiner impunément tout « activiste » croisé dans la rue.

L'appareil policier se renforce et la seule police fédérale est sur le point de recruter 7.000 nouveaux séides.

TRELEW QUOTIDIEN

Deux ans après le massacre par la dictature militaire des seize révolutionnaires, Trelew devient quotidien.

Trelew devient quotidien quand sont abattus PEREZ, DA SILVA PARREIRA, URIZ et VILLAVARDE, militants de l'ERP ;

Trelew devient quotidien quand sont abattus VILLA et Drangosch, militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire (organisation sympathisante de la IV^e Internationale).

Trelew devient quotidien quand sont abattus H. CHAVEZ, R. CHAVEZ, PIERINI et MACOR, militants de la gauche péroniste.

Face à cette montée de la répression, Trelew marquait aussi le chemin à suivre pour les révolutionnaires : celui de leur unité d'action, sans esprit de sectarisme, quand trois organisations, péronistes et marxistes, malgré leurs divergences décidaient de s'unir pour prendre d'assaut le bain de Rawson et lutter contre la dictature.

Et si les démarches de la gauche argentine sont différentes, il s'agit pour toutes ses composantes de frapper ensemble, d'un seul poing, en impulsant les luttes et en organisant de concert l'autodéfense sur les lieux de travail, les usines, les quartiers et les facultés.

M.R

LES CRIMES DU PERONISME



— Le 15 janvier 1974 la camarade Nancy Estela MAGLIANO, dite « Chiche » âgée de 27 ans, était arrêtée dans un bar de Buenos Aires. Cette militante de la Fraction Rouge devait « disparaître » entre les mains de la police, vraisemblablement torturée et assassinée.

Après l'assassinat d'Elena Da Silva Pereira et d'Hugo Drangosch, le camarade Rodolfo Ortega Pena écrivait :

« Nous les avons connus en prison et ne les avons plus revus depuis le 25 mai 73.

... Cette semaine nous avons à nouveau entendu parler d'eux, pour la presse glacée ce fut la fin de deux extrémistes. Pour la police, la condamnation à mort de deux « subversifs ». Pour nous, ce fut la perte de deux militants politiques exemplaires qui sont tombés comme ils ont vécu.

Nous n'allons pas parler des divergences politiques et il n'importe pas de savoir à quelles organisations différentes ils appartenaient.

... Tant Elena que Hugo ont subi les tortures sous la dictature militaire. Peu de fois la police a montré plus d'acharnement que dans le cas de Drangosch. Incarcérés tous deux dans le camp de concentration de Rawson et de Devoto, nous les y connaissons, soumis à un régime froidement planifié pour détruire les consciences et ruiner les corps.

Incarcérés sans pouvoir communiquer toute la journée... menacés constamment, Elena et Hugo, comme tant d'autres, furent un défi constant à la dictature de Lanusse. Là nous avons pu mesurer leur esprit de sacrifice, leur conscience élevée et leur courage.

Aucun des deux ne pouvait être surpris d'avoir à affronter brutalement leur fin, même cette fin : la mitraille de plomb tirée, une fois cessée toute résistance...

La mort les rencontra ainsi, victorieux. Quoique fassent les faucheurs de vies militantes, aucun mot d'ordre n'est plus exact que « mourir pour le peuple, c'est vivre ».

Et dans chaque combat populaire le sourire impérisable d'Elena et le militantisme obstiné de Hugo vivront à jamais.

Hasta la victoria siempre !

Quelques jours plus tard R. Ortega Pena tombait sous les balles des commandos de choc.



Lebrun

POUR LE CHILI!

Le Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien a été le seul initiateur de la mobilisation en

Paris :
4 000 au
meeting
le 11 septembre
10 000
dans la rue le 14



Lebrun

Chili

France contre la junte chilienne, un an après le putsch de Santiago. Le Comité a tout mis en œuvre pour qu'il y ait des initiatives unitaires de toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Malgré le refus des directions de l'Union de la Gauche, la mobilisation a été importante.

Le meeting du 11 septembre s'est tenu dans la salle archi-pleine du nouveau Palais des Congrès, à la Porte Maillot. Un spectacle a été donné grâce à la participation bénévole d'artistes soutenant la lutte des travailleurs chiliens: Yves Simon, Aresky et Fontaine, et des chanteurs et groupes latino-américains. Deux interventions ont eu lieu, l'une de la « gauche » chilienne, commune au MIR, au MAPU, MAPUOC, PS et IC, l'autre du CSLRPC et des organisations révolutionnaires qui soutenaient.

L'intervention commune de la « gauche » chilienne a suscité de nombreuses réactions dans la salle étant donné son caractère: elle reprenait plus que largement des déclarations antérieures comme celle de Budapest. La restauration « institutionnalisée » d'une démocratie populaire au Chili et l'appel plus ou moins explicite à la Démocratie Chrétienne, sauf Eduardo Frei, pour finir par « la paix, le progrès » n'étaient pas ni dans l'analyse, ni dans l'ardeur du discours, des thèmes propres à sensibiliser l'immense majorité des participants au meeting. Les ambiguïtés contenues dans le texte provenaient d'une série de discussions visiblement extrêmement difficiles et complexe entre les différentes organisations et avec le PC chilien.

Au moins la volonté du MIR de constituer un front unique des organisations ouvrières est-elle indiscutable autant qu'est indiscutable le refus sectaire et scissionniste du PC chilien. Mais la question est qu'il n'en résulte pas une confusion politique au point que les perspectives mêmes de la résistance n'apparaissent pas clairement. L'essentiel est que la grande masse des participants ait distingué ces problèmes et manifesté une volonté offensive de soutien.

Cette même volonté a dynamisé la manifestation de samedi où 10.000 participants défilèrent de la Bastille à la place Gambetta. L'abstention des réformistes et des stalinien a conduit un grand nombre de militants à participer malgré les consignes de leurs directions au cortège. En effet, comment un tel refus, une telle passivité, une telle division peuvent-ils s'expliquer de façon crédible? Même L'Humanité n'osait pas rendre compte le lundi 13 septembre de la manifestation, signalant tout ce qui s'était passé dans le monde et en Europe, mais omettant de parler de Paris... Honteusement.

La lourde responsabilité des Comités Chili comme seule force permanente de soutien est donc écrasante. Après les démonstrations positives du 11 et du 14, il est nécessaire que les Comités vivent. Il est nécessaire que partout où c'est possible ils maintiennent une activité permanente et régulière de soutien. Car le combat est encore long pour sauver les prisonniers politiques, pour abattre la dictature, pour la victoire finale des ouvriers chiliens.

G.F.

EN FRANCE DU 11 AU 14 SEPTEMBRE...

● **AUXERRE:**
Le C.S.L.R.P.C. a soutenu une initiative du P.C.-P.S.-C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N.-P.S.U. le 11 septembre: regroupement d'une centaine de personnes.

● **CAEN:**
Conférence de presse des Comités Chili le 10. Blocage des carrefours à 12 h le 11 avec distribution de tracts. Collage d'affiches en ville et sur les autobus. Distribution à lasortie des grands magasins. Manifestation le soir avec 150 participants. Montée d'un car à la manif de Paris le 14.

● **LE HAVRE:**
Un appel P.C.-P.S.-P.S.U. très limité: devant les plaques de la rue Allende et de la rue Pablo Neruda. Les comités Chili ont distribué des tracts sur toutes les entreprises appelant à un rassemblement militant le 14 et à un meeting le 18.

● **MARSEILLE:**
400 participants à une manifestation unitaire de l'extrême-gauche le 11.

● **AIX:** meeting du comité Chili

● **ROUEN:**
Une semaine d'action commencée les 7 et 8 sur les marchés. Collectes dans les entreprises à partir du lundi (exemple: 120 F collectés aux Papeteries de La Chapelle, 130 F à Baroclem, Carnaud, Rhône-Progil, etc.). Manifestation de 300 personnes le mercredi 11. e P.C.Y. appelle pour le 12: le comité Chili y appelle et défile avec 200 personnes au départ, 350 à l'arrivée. La J.C. y distribue un tract dénonçant le « soi-disant comité de soutien » et reproduisant des articles parus dans l'Humanité les 11 et 12 septembre: ce sectarisme aura bien entendu, et comme toujours, l'effet inverse, même des J.C. rejoindront le cortège du C.S.L.R.P.C., et la sympathie des manifestants ira contre la division entretenue par les stalinien.

● **CLERMONT-FERRAND:**
Manifestation du Comité le 11 place

de Jaude. Exposition d'une toile reproduisant l'une des immenses fresques peintes sur les murs de Santiago sous l'Union Populaire.

● **MONTPELLIER:**
300 personnes manifestent le 11 à l'appel des comités Chili, du comité local de la gauche chilienne, de la C.F.D.T., du P.S.U., du F.C.R., des C.D.A., du M.D.P.L. une large place a été donnée pendant la manifestation à la solidarité avec ceux de Draguignan, passant devant l'Etat-Major de la région militaire, ceinturé par les C.R.S. puisqu'au même moment Soufflet et De Boissieu y faisaient une visite éclair. Un tract du C.D.A. reproduisant l'article de « La Marseillaise » contenant le communiqué unitaire de soutien (P.C.F.-C.G.T.-C.F.D.T.-F.C.R.-F.Révo!-C.D.A.-C.A.M.) a été diffusé. Les 14 et 15 un week-end de solidarité avec le Chili: films, spectacles, débats.

● **LYON:**
pendant la tenue du conseil des ministres, le 11, un immense drapeau chilien a été déployé sur une des tours de Favières. Prises de parole dans le centre de la ville. Cortège de voitures. Meeting unitaire P.S.-C.F.D.T.-P.S.U.-P.S.U.M.-F.C.R.-G.A.R.M.-C.D.A.-A.M.R.-R.évo!- à l'appel de la gauche chilienne, P.S.-M.A.P.U.-M.I.R.-I.C.: 1000 personnes. Deux interventions, l'une des chiliens, l'autre, unitaire, des organisations françaises lue par l'UI C.F.D.T.

● **TOULOUSE:**
Manif comité Chili, extrême-gauche et un appel de la C.F.D.T.: 55 personnes le 11.

● **STRASBOURG:**
Conférence de presse en commun avec le « collectif solidarité Chili » le 10. Manifestation le 14.

● **FORBACH:** « 5 h. pour le Chili » samedi 14 après-midi.

● **MACON:** meeting comité Chili le 11. 50 personnes environ, seule initiative sur la ville.

LE 11 SEPTEMBRE A COLOMBO

A l'occasion de la journée internationale avec le Chili du 11 septembre, le Ceylan Mercantile Union (CMU), syndicat « lutte de classes » dirigé par nos camarades du Revolutionary Marxist Party (RMP), section ceylanaise de la IVème Internationale, a organisé une heure de grève et de manifestation. L'action avait été préparée par plusieurs semaines de mobilisation (banderoles tendues en travers de nombreuses rues, tracts) après que le Conseil Général du syndicat ait pris cette décision de manière unanime. A 11 heures, les militants du CMU arrêtaient le travail, se rassemblèrent devant leurs entreprises et partirent en manifestation. Tous les quartiers de Colombo furent sillonnés pendant une heure par ces mini-cortèges qui pour certains rassemblaient plusieurs centaines de travailleurs.

Les slogans scandés par les manifestants réclamaient:

- la fin de l'état de guerre interne contre le peuple;
- la suppression des tribunaux militaires;
- la libération des prisonniers politiques et syndicaux;
- le respect des libertés démocratiques et syndicales.

Le soir même se tint un meeting au cours duquel notre camarade Bala Tampoe, secrétaire général du CMU, tira les leçons du coup d'Etat chilien devant les militants du syndicat.

Enfin, le 12 septembre au soir se tint un second meeting appelé en commun par le CMU et plusieurs autres organisations syndicales, dont le Ceylan Workers Congress et le Ceylan Democratic Congress, puissants chez les travailleurs tamils des plantations.

Mais tous les syndicats avaient refusé de participer à la grève et aux manifestations du 11. Car à Ceylan, mobiliser activement les travailleurs contre la junte chilienne a des implications immédiates. Cela revient à mettre en accusation le gouvernement de Front Uni de Gauche qui a les mains tachées du sang du prolétariat rural et de la jeunesse cinghalaise depuis qu'il a lancé la répression contre le JVP (Janatha Vimukti Peramuna, Front Uni de Libération Populaire), en avril 1971. Cela revient à lutter pour la libération du millier de révolutionnaires qui restent

encore en prison, pour l'acquittement de Wijeweera et des autres dirigeants du JVP jugés actuellement, pour la reconquête du droit de grève aboli en vertu de l'état d'urgence en vigueur depuis trois ans. Danger mortel pour les bureaucraties syndicales corrompues liées à la coalition au pouvoir

Mais la mobilisation organisée par le CMU a eu un impact très profond chez les travailleurs. Aussi le SLFP (parti bourgeois de Bandaranaike), le LSSP et le PC ne pouvaient-ils rester sans réagir. On vit donc les organisations de jeunesse des trois partis au pouvoir convoquer à la dernière minute un meeting pour le 10 septembre et tenter ainsi de reprendre l'initiative. On vit les syndicats liés à la coalition gouvernementale faire de même le 13 septembre en donnant la parole à N.M. Perera et Colvin de Silva, actuels ministres et anciens trotskystes pour dénoncer « les atrocités commises contre les travailleurs chiliens ». La presse aux ordres, le Ceylan Daily News en tête, y alla elle aussi de sa larme de crocodile. Ce journal, dans son éditorial du 13 septembre, après avoir affirmé qu'il s'associe à la campagne internationale de protestation parce que « la suppression brutale des libertés où que ce soit est une cause de préoccupation morale » (1), montre ses motivations profondes. Le Front Uni de Gauche à Ceylan et l'Unité Populaire au Chili étaient « deux gouvernements élus dont la commune aspiration est de construire un socialisme fondé sur une base démocratique ». Que les travailleurs ceylanais soutiennent donc fermement leur gouvernement s'ils veulent s'épargner le sort de leurs frères chiliens...

Malgré toutes ces manœuvres de diversion, les mobilisations impulsées par le CMU constituent un acquis pour l'avenir:

— pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical ceylanais, une grève n'a eu pour objet que l'affirmation de la solidarité internationale des travailleurs;

— pour la première fois depuis avril 1971 et l'état d'urgence, a pu se tenir une manifestation ouvrière ayant un sens directement politique et anti-gouvernemental.

L'ENJEU DES ELECTIONS



Un million de chômeurs prévus pour 75 : c'est l'une des nombreuses statistiques qui obligent aujourd'hui les différents partis britanniques à se relancer dans la surenchère électorale.

LES LEÇONS DE FEVRIER

Pour la classe ouvrière anglaise, les années 72 — début 74 avaient signifié un affrontement avec la bourgeoisie. Cette dernière avait tenté de reprendre l'initiative. Pour ce faire, elle avait utilisé un arsenal répressif dans lequel se mêlaient juridiction et matraque. La loi anti-grève avait servi à de nombreuses reprises ; des dirigeants syndicalistes, notamment à Schrewbury avaient été condamnés durement pour avoir dirigé des piquets. Devant cette attaque du patronat, épaulée par une savante campagne de presse, la classe ouvrière avait réagi avec violence et ingéniosité : soutien d'une usine à l'autre grâce aux piquets volants, contrôle des prix en Ecosse, etc. Cette période s'était achevée sur la lutte générale des mineurs qui se soldait en février dernier par la victoire de Wilson après une dissolution de la Chambre des Communes par Heath.

Ce succès des Travailleurs exprimait, avec toutes ses ambiguïtés réformistes, la volonté anti-patronale du prolétariat anglais. Pour Wilson, il s'agissait alors de tenir ses promesses. Grâce à l'influence des Travailleurs dans les trade-unions, il faisait cesser la grève des mineurs. Toutefois, la politique de main tendue à la bourgeoisie

En octobre prochain, l'Angleterre va connaître de nouvelles élections. Le fragile équilibre issu de la crise politique ouverte en février dernier par l'exemple grève des mineurs apparaît aujourd'hui à Wilson comme trop périlleux pour affronter les difficultés sociales et politiques à venir.

n'avait pas porté les fruits escomptés.

D'un point de vue parlementaire, le grand gagnant des élections était le Parti libéral. Raflant toute une série de sièges aux Conservateurs, il traduisait une crise profonde du système bipartite et les difficultés que connaissent les Conservateurs.

UNE VICTOIRE REFORMISTE

Pendant les neuf mois qui se sont écoulés, contrairement aux vœux du leader travailliste, l'agressivité ouvrière n'est pas retombée, au contraire. Les syndicats ont durci leurs positions. Dans la période de crise actuelle, il est vital pour les Travailleurs de redéfinir les positions des partenaires sociaux. Une partie de la bourgeoisie représentée par des élus conservateurs montre en effet des signes d'affolement inquiétants. L'un des élus tories n'a-t-il pas proposé de mettre en place des milices de citoyens afin de mettre au pas les syndicats ? Le pari de Wilson est double : tout d'abord réussir à faire admettre par la classe ouvrière son « contrat social » ; celui-ci n'est rien d'autre que l'acceptation par le prolétariat de voir dans les mois à venir son pouvoir d'achat durement atteint. « Il faut être raisonnable » déclarait Wilson

au Congrès de la TUC. Les dirigeants de la TUC l'ont suivi : l'acceptation du contrat représente indéniablement une victoire des réformistes sur l'aile combative du prolétariat anglais. Ce marchandage de classe est à tel point scandaleux que le très droitier PC anglais a dû désavouer un de ses membres élu à la direction de la TUC, qui avait mené campagne pour.

Après s'être assuré du côté des classes laborieuses, Wilson se tourne vers les possédants. Le contrat social présenté sur un plateau, il leur demande à eux aussi d'être raisonnables, c'est-à-dire de ne pas trop réduire les salaires. Il est aisé de deviner qui sera le perdant dans l'affaire. A court terme, le succès du leader travailliste pourrait être triple : raffermir son emprise sur les travailleurs, donner de solides garanties au patronat et enfin, apparaître comme le rassembleur de tous les Anglais et non pas l'élus des seuls syndicats.

LE FUNAMBULE POLITIQUE

Ce jeu n'est toutefois pas exempt de dangers. Il est important pour Wilson de ne pas, à cause de trop grandes concessions, se couper de la majorité de son électorat. C'est-à-dire des travailleurs. Ainsi, alors que Conservateurs et Libéraux se déclarent

d'ores et déjà prêts, en cas de crise, à participer à un gouvernement de collaboration, Wilson a dû refuser tout net ce projet. L'envie ne doit pas lui en manquer mais dans la période actuelle de montée des luttes, ce serait s'aliéner une quantité non négligeable de « fidèles ». Il est donc obligé pour le moment de faire cavalier seul sur l'échiquier politique anglais. Wilson peut l'emporter en octobre ; le parti conservateur est déchiré par des luttes internes, certains de ses membres montrant au grand jour des opinions fascisantes ; quant au parti libéral, il est encore trop faible pour jouer un autre rôle que celui de force d'appoint. Mais l'avenir est loin d'être rose pour les Travailleurs. Le contrat social n'a été que difficilement accepté par toute une série de fédérations syndicales, comme celle de la métallurgie. L'emprise réformiste peut certes permettre que le statu quo social soit préservé jusqu'à un certain point, mais la combativité ouvrière reprendra vite le dessus. Ce jour-là, ainsi que le déclarait l'un des congressistes de la TUC, le contrat ne sera rien d'autre qu'un vulgaire chiffon de papier. Ce jour-là, on pourrait bien voir ressurgir la loi Carr, la police anti-grèves, autant d'instruments de répression que Wilson s'est bien gardé de détruire. C'est son gouvernement qui est responsable, ne l'oublions pas, de la mort d'un anti-fasciste au cours d'une manifestation en juin dernier contre les racistes du Front National. Ce qu'il a osé faire à Hyde Park, il le fera à plus grande échelle.

FALCONE

Chili

LA SOLIDARITE AU PORTUGAL

En réponse à l'appel du Secrétariat unifié de la 4^e Internationale, nos camarades de la L.C.I. (Liga Comunista Internacionalista) ont mené depuis le mois d'août une campagne de solidarité avec le Chili, préparant notamment une manifestation de rue pour le 11 septembre. Un numéro spécial du journal **Luta Proletaria** dédié au Chili publiait le 14 septembre un appel de la L.C.I. à la gauche révolutionnaire pour une action unitaire le jour du 1^{er} anniversaire du putsch sanglant de l'armée chilienne. Deux organisations ont répondu à cette invitation : le Grupo Marxista Revolucionario et le Grupo Autonomo do Partido Socialista, ils ont publié en commun avec la L.C.I. un appel aux organisations ouvrières, syndicales et révolutionnaires à manifester le 11 septembre à Lisbonne, sur les mots d'ordre suivants :

— Rupture des rapports diplomatiques avec la Junte fasciste du Chili !

— Droit d'asile au Portugal pour tous les révolutionnaires chiliens !

Vers la révolution socialiste au Chili !

Le Comité exécutif de la L.C.I. publie une déclaration qui appelle — en opposition à la campagne sénile des réformistes pour « un jour de salaire pour la reconstruction nationale au Portugal — les travailleurs à verser un jour de salaire en soutien à la lutte des travailleurs chiliens. Le Comité régional de la L.C.I. à Lisbonne distribue un tract qui tire les leçons de la tragique expérience chilienne pour le Portugal : la seule armée qui sera du côté des travailleurs est l'armée des travailleurs eux-mêmes, en union étroite avec les soldats et les marins révolutionnaires.

Les réformistes du P.C., du P.S., etc, menaient leur propre campagne Chili, mais se refusent à toute manifestation de rue — ce serait « troubler l'ordre » —

et tolèrent sans protester que « leur » gouvernement continue à maintenir des rapports diplomatiques avec Pinochet et sa clique. Pour eux la leçon à tirer du Chili était qu'il fallait... renforcer l'unité avec les Forces armées au Portugal ! Cependant l'écho qu'a rencontré cette campagne, malgré ses limitations évidentes, montre la sensibilité massive des travailleurs et des jeunes portugais sur le problème du CHILI.

Le 11 septembre a donc eu lieu la manifestation des révolutionnaires, avec des milliers de participants derrière la banderole commune de la L.C.I., du G.M.R. et du G.A.P.S. : « Solidarité avec la lutte des travailleurs chiliens ! ». Derrière le cortège principal se sont aussi regroupés quelques centaines de camarades maïotes, qui scandaient « Chili, Portugal, indépendance nationale ! », en opposition au mot d'ordre des révolutionnaires : « Chili, Portugal, révolution socialiste ! »...

Le défilé a parcouru le centre de Lisbonne, incorporant sur son chemin beaucoup de jeunes, de travailleurs, il s'est arrêté devant l'ambassade du Chili, protégée par un fort cordon policier, tandis qu'à quelques dizaines de mètres en arrière se cachait un détachement militaire blindé, prêt à intervenir pour défendre le représentant de la Junte militaire chilienne. Un meeting a eu lieu, dans lequel ont pris la parole des militants de la L.C.I. et du G.M.R., ainsi que le camarade Livio Maitan, qui a exprimé la solidarité de la 4^e Internationale avec la lutte des travailleurs chiliens. Le camarade Maitan a terminé son intervention avec un mot d'ordre qui résume la leçon chilienne pour le Portugal et qui a été repris par tous les manifestants : « Le peuple armé ne sera jamais écrasé ! » (le mot d'ordre central des réformistes au Portugal apéant le célèbre : « le peuple uni ne sera jamais vaincu »...) Carlos Henrique

Carlos Henrique



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéménée - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	pour la france	l'étranger		
sous pli ouvert	fermé	ouvert	fermé	
un an	120	200	180	250
six mois	60	100	75	125

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

abonnez vous

FREIN SUR LES PRIX !

Les tarifs postaux ont augmenté de 60 % ; le papier journal a augmenté de 80 % depuis le début de l'année : il était inévitable que les tarifs d'abonnement à Rouge augmentent également. Nous ne pouvons rester un flot de stabilité au milieu des flots de l'inflation.

Mais cette augmentation ne prendra effet qu'à partir du 11 octobre prochain. Profitez de ce délai pour vous abonner aux anciens tarifs :